

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
N° 633 - VENDREDI 8 NOVEMBRE 1974 - 3,50 F



Tribune socialiste

ts

les travailleurs

contre l'état patron



Inflation - chômage - répression même politique

Longtemps « limitée » au domaine économique (inflation, échanges extérieurs, spéculation monétaire), la crise du système capitaliste atteint aujourd'hui une toute autre ampleur : elle se développe avec rapidité et en profondeur dans le domaine social et ébranle toute la politique.

Sur le plan social, c'est évidemment la progression rapide du chômage qui frappe d'abord. En un an les demandes d'emploi non satisfaites ont augmenté de 28 % tandis que les offres d'emploi ont diminué de 30%. Officiellement, le nombre de chômeurs dépasse désormais 500 000 : en fait il se situe autour de 700 000, soit environ 3,2% de la population salariée. Mais cette crise de l'emploi ne ressemble en rien aux crises d'autrefois.

C'est une crise en grande partie voulue, tant par le grand patronat que par le pouvoir. Par le grand patronat qui se restructure en développant en priorité certains secteurs de pointe (industries nucléaires, industries d'armement, informatique), tout en écrasant des industries même importantes mais plus traditionnelles ainsi que de nombreux sous-traitants.

Par le pouvoir qui sacrifie délibérément les Charbonnages comme l'aviation civile, les équipements collectifs comme les services publics. Déjà à l'automne 1963, le « plan de stabilisation » de Giscard d'Estaing n'avait pas d'autre but que de permettre une meilleure utilisation de l'inflation par les capitalistes en développant un « volant de chômage » suffisant.

C'est pourquoi nous ferions une grave erreur en négligeant ou même en sous-estimant l'aspect politique de cette crise. Cet aspect est inséparable de la répression qui

se prépare. De ce point de vue les propos scandaleux du Prince Poniatowski sur le caractère « fascisant » du P.C.F., la dénonciation par le porte-parole de Giscard d'Estaing de la « politisation tout à fait exceptionnelle » par la C.G.T. et le P.C.F. des grèves actuelles, les menaces enfin de Chirac lui-même contre les syndicats, constituent un ensemble cohérent et grave.

Face à ces menaces, il faut réagir, il faut riposter. Mais, pour cela, il ne suffit pas de défendre le bien-fondé des revendications ouvrières, il ne suffit pas de dénoncer la politique gouvernementale. Les paroles, même les plus justes, restent du vent tant qu'elles ne traduisent pas la réalité d'actions concrètes. Pour cela, il faut toujours éviter de se battre sur le terrain choisi par l'adversaire de classe. C'est ainsi que les postiers, tout en luttant pour leurs salaires — c'est essentiel — ont parfaitement compris qu'en se battant sur la durée et les conditions de travail, sur les effectifs, ils portent des coups là où ça fait mal. En ce sens, la lutte des postiers comme celle des fonctionnaires de la Caisse des Dépôts, des auxiliaires de l'Education nationale, des cheminots et des électriciens permettent de poser les problèmes politiques sous leur vrai jour. Le mérite immense de ces luttes, c'est de transformer la tactique habituelle (« défense » du pouvoir d'achat, « défense » de l'emploi) en une stratégie offensive où tout succès — même partiel — dans un secteur donné entraîne presque forcément des succès plus vastes dans d'autres branches industrielles.

Ne nous faisons pas d'illusion ; il s'agit là d'un travail de longue durée. Mais, si nous commençons avant le Congrès, ce ne serait peut-être pas plus mal. Non ?

André BARJONET ■

des sous... des sous !

Les moyens habituels de transmission du fric au national sont bloqués. Bah ! On leur en veut pas, aux camarades des PTT ; c'est pour la bonne cause.

Ceci dit, les caisses du Parti se vident et il faut les remplir. Alors utilisez tous les moyens pour nous faire parvenir des avances sur cotisations (en profitant, par exemple, du passage d'un camarade par Paris).

Rien n'empêche aussi tous les sympathisants, tous ceux et celles qui lisent TS de participer financièrement à la vie du PSU pour qu'il ait les moyens de se battre.

Les fonds sont à verser au PSU : CCP 14 02044 Paris. Ou mieux apportez-les nous à pied, à cheval... en vélo.

Hervé Le Toquin

POUR PRENDRE CONTACT

— Vous voulez entrer en contact avec les militants P.S.U. de votre quartier ou de votre lieu de travail.

— Vous voulez être tenu au courant de nos initiatives et de nos campagnes.

— Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée 75015 Paris.

Nom

Adresse

Profession

A propos du débat Rocard-Herzog

Comme à l'habitude, les interventions publiques de Michel Rocard relèvent de sa seule initiative, sans que la direction du P.S.U. soit consultée ou même avertie.

C'est le cas notamment de ses derniers articles du **Monde**, qui ne sauraient donc en aucune manière engager le Parti. Mais le débat qui s'est instauré à ce

sujet avec les articles de Philippe Herzog dans **l'Humanité** pose des problèmes de fond sur lesquels nous reviendrons prochainement.

ts HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
 Direction politique : Christian GUERCHE et Victor LEDUC.
 Dir. publ. : André BARJONET
 9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS
 Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
 Distribué par les N.M.P.P.
 Imprimerie d'HEBDO-T.C.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 2 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.



A l'instar des syndicats Le gouvernement ferait-il de la politique ?

« Moi, la politique, ma pauvre dame... » disait l'ophtalmo à la France en lui faisant un fond de l'œil.

Et voilà que des grévistes mal intentionnés obligent son gouvernement à se salir les mains dans la politique ! On est toujours trahi par les siens. Ne croyait-on pas que le radicalisme de Gabriel Péronnet avait toujours été foncièrement apolitique ? Que, seul, un profond amour du service public animait le supertechnocrate Xavier Beauchamps ! Ne savait-on pas que Michel Poniatowski s'était illustré dans un combat sans merci contre les sombres desseins politicards de Marcellin ? Que Jacques Chirac n'était, au fond de lui-même, qu'un

esthète plus préoccupé de chefs-d'œuvre en péril que de basses polémiques.

Il faut dire que Chirac s'est offert un auditoire de choix pour mettre en garde les « diviseurs de la nation » : nul doute que la fermeté de ses propos devant ces messieurs du palais du Luxembourg n'impressionne les jeunes auxiliaires du tri et les mécanographes des chèques postaux. La preuve : la mise au point d'André Bergeron pleine de « nuances », comme dit la presse, ne s'est pas fait attendre.

En réalité, en dénonçant le caractère « politique » des grèves, c'est le pouvoir qui se livre à des manœuvres politiques de bas étage. Com-

ment ne pas remarquer que c'est principalement la CGT qui est visée ? En la prenant pour cible, le pouvoir poursuit un double objectif.

Le premier, essayer de briser l'unité, n'est pas simple puisqu'elle est au moins aussi forte à la base qu'au sommet. Mais est-ce qu'un seul des grévistes des PTT peut ignorer que le mouvement a nécessairement une dimension politique, ne serait-ce que parce qu'il attaque directement la politique du pouvoir, et qu'il peut avoir des répercussions sur la fonction publique et le secteur nationalisé ? A cet égard, on peut se demander si les déclarations qui tendent à affirmer le caractère strictement professionnel des grèves actuelles, ne risquent pas plus de les isoler (voir ce qui se passe à l'ORTF), et si, en reconnaissant la situation de fait — il s'agit d'affronter les buts et les effets d'une certaine politique — on ne créerait pas les conditions d'un combat plus solidaire et plus large. A-t-on à craindre aujourd'hui un tel combat ?

Le deuxième objectif est à relier aux attaques contre le PCF — attaques grotesques à bien des égards : au nom de quel combat antifasciste notoire le prince Poniatowski se croit-il autorisé à dénoncer le caractère « fascisant » du pouvoir communiste ? Mais elles révèlent clairement un autre objectif, complémentaire du premier : l'isolement du parti communiste afin de créer des conditions favorables à une « recomposition » de la majorité... Combien il est regrettable, dans ces conditions, qu'il y ait eu tant de silences dans la gauche « non communiste » à l'égard de ces attaques convergentes ! Nous avons tous nos divergences à l'égard du PCF et les nôtres ne sont certes pas des moindres. Ce n'est pas une raison pour laisser la bourgeoisie se livrer à des manœuvres visant ouvertement à diviser la

classe ouvrière, de plus à un moment crucial.

Il y a aussi quelques autres silencieux inquiétants. Que pensent les pâmés du petit matin giscardien, tous ceux pour qui le « libéralisme » Ponia-Giscard semblait constituer une divine (ou diabolique) surprise ? Que pensent-ils de ce retour à un anti-syndicalisme et un anti-communisme dignes des premières années de la V^e République ? Ho ! Domenach et les autres, on attend la réponse...

Rémy Grillault ■

LA PRODUCTION DES MÉDICAMENTS DOIT-ELLE SE FAIRE AU PROFIT DU CAPITAL OU DE LA SANTÉ ?

IL NE SUFFIT PAS
DE DÉNONCER
LES SCANDALES

S'INFORMER C'EST DÉJÀ AGIR

**SANTÉ
ET PROFIT**

L'industrie Pharmaceutique

G.GALICE

Coll. Objectifs 96p. 11,50 F.

L'auteur, au-delà des scandales, critique la logique capitaliste de la production des maladies et des médicaments, dénonce les multiples alliés des trusts pharmaceutiques trace la perspective d'une pharmacie socialiste.

**L'USINE et
le logement :
un même combat !**

**UN LIVRE IMPORTANT
PAR UN GROUPE
D'ARCHITECTES**

Acheter, vendre, construire, spéculer, ça rapporte. Mais c'est surtout un moyen de diviser et de contrôler les populations : ici on travaille, là on habite, là-bas on se distrait.

Les militants ne peuvent l'ignorer, ni dans leur analyse, ni dans leurs actions.



CERF

« Le monde est malheureux... » sera décidément le grand succès du mois. C'est fou ce qu'on peut découvrir de problèmes, de douleurs et de chagrins dans cette France de 1974. Le très respectueux **Monde** qui, au cours de la campagne présidentielle, raillait Dumont en le comparant au regretté Ferdinand Lop, se met à la page. Une grande enquête sur les centrales nucléaires, une autre sur la probabilité de la famine — ouvert... on vous dit. L'officieux **Journal du Dimanche** ouvre une grande enquête sur « faut-il changer de vie » — rimbaldien... on vous dit. **Marie-Claire**, dans un papier, par ailleurs scandaleusement dangereux, invite ses lectrices à l'avortement — féministe... on vous dit. Enfin, très sérieusement et très humainement, on s'aperçoit que dans notre hexagone, structuré au plan de l'efficacité dans la perspective authentiquement libérale de l'Homme, y a des pauvres. Pas des économiquement faibles, pas des catégories de favorisés, des pauvres purement et simplement.

On s'aperçoit qu'il y a des gens qui crèvent de solitude, d'inutilité, d'inadaptation. Encore un peu, on comprendra pourquoi une proportion massive de Français se suicide à l'alcool. Encore un peu, et on s'apercevra que ce que nous hurlons ou sussurons depuis 68 est vrai : on ne peut pas vivre dans cette société parce que cette société est une entreprise de mort.

larme à gauche



pour Giscard

Ce que Mai avait formulé dans une intuition fulgurante, due à la mise en marche et en contact de millions de cerveaux, perce enfin et apparaît au plus obtus des technos qui croient nous gouverner. Et que nous offrent-ils en réponse ? La fraternité, la solidarité, l'initiative populaire. On peut en rire, en pleurer, et essayer quand même de comprendre.

Si le pouvoir giscardien peut se permettre de telles contorsions, c'est parce que les organisations ouvrières dans leur ensemble ont voulu jouer sur le terrain de l'adversaire. En période de croissance, qui assure un maximum de sérieux économique (verbalement) obtient aisément le consensus populaire. Dès lors, on a galopé derrière la technicité bourgeoise, on a pinaillé des tant %. On a prospecté raisonnablement au moment même où la clownerie (parfois sanglante, toujours sinistre) de la croissance pour la croissance, de l'économie de profit, s'écroulait.

Sans la moindre justification de son pouvoir, la bourgeoisie dominante s'est raccrochée à toutes les branches qu'elle a cru libres : féminisme, écologie, rapports humains, et jongle avec les petits bouts de bois qu'elle a réussi à y arracher.

J. Th. ■

**A PROPOS
DE L'UNION
DU PEUPLE
DE FRANCE**

AVANCEE, REcul OU CONTINUITE ?



« Le Parti Communiste Français ne fait pas une politique à la petite semaine ; il ne penche pas d'un bord un jour, et, le lendemain de l'autre bord ; il n'a pas deux langages... »

Certains commentateurs un peu trop prompts à se réjouir aujourd'hui du « redressement » ou du « retour aux sources », comme ils l'avaient été en Mai à stigmatiser le recours à l'« union du peuple de France », gagneraient à prendre un peu plus au sérieux ces fortes paroles de Georges Marchais clôturant le XXIème Congrès du P.C.F. N'en déplaise en effet aux observateurs superficiels ou casaniers, le Parti Communiste, étant donné ce qu'il est devenu, ne peut plus aujourd'hui manœuvrer comme il y a quarante ans. Il serait fou de croire que cette lourde machine est susceptible d'infléchir brutalement et radicalement sa politique.

C'est dire que chacune de ses évolutions, de ses initiatives doit être replacée dans une perspective longue et située dans un cadre international, faute de quoi toute appréciation risque d'être fort aléatoire. Ceux qui, en mai dernier, parlaient de rupture lorsque le P.C. emboucha ses trompettes de l'« union du peuple de France », oublièrent simplement que l'évolution était la suite logique du Manifeste de Champigny, vieux pourtant de six ans.

Ceux qui, après le dernier Congrès, imaginent déjà Georges Marchais sur les pas de Barbé et

Célor font la même erreur de perspective.

C'est en tous cas mal juger l'évolution du P.C.F. que de l'apprécier, le nez sur l'événement, en extrapolant une « tendance » définie entre Mai et Octobre 1974.

Cela ne signifie en aucune manière qu'il convient de minimiser l'importance du débat qui a eu lieu au sein du P.C.F. Les contributions de Gaston Plissonnier et de Louis Althusser, comme celle de Sterdiniak, méditées par quelques dizaines de milliers de militants deviennent de toute façon des événements politiques. Car un Congrès du P.C.F., c'est d'abord une vaste école de formation, particulièrement utile à un moment où les effectifs se sont largement renouvelés en incluant bon nombre d'éléments qui, depuis 1968, ont parfois flirté avec le « gauchisme ». A travers un vaste débat très libre et ouvert dans chaque cellule, mais parfaitement filtré par l'appareil (1), il s'agit de renforcer l'adhésion à la ligne en donnant la démonstration d'une grande discussion franche et démocratique.

La ligne, c'est évidemment celle de l'union de la gauche sur une stratégie antimonopoliste définie à travers le Manifeste de Champigny et la bataille victorieuse pour le Programme Commun de gouvernement avec le Parti socialiste. Les législatives de 1973 et les présidentielles de 1974 ont démontré, pour le P.C.F., la justesse de sa perspec-

tive, même si elles ont aussi mis en relief certains risques que les législatives partielles de cet automne ont confirmés. Prenant conscience du danger, le P.C. tente de le conjurer en développant une conception plus conflictuelle de l'union de la gauche, mais il n'a pas d'autre stratégie.

En réalité, ce qui est vraiment nouveau en France, c'est que pendant la campagne pour les présidentielles, les dirigeants du P.C.F. ont compris tout l'intérêt que présentaient pour leur stratégie les divergences apparues entre gaullistes et giscardiens. La stratégie de large union antimonopoliste définie à Champigny et qui postulait l'alliance avec des fractions importantes du capitalisme, trouvait peut-être plus tôt que prévu un point d'application crédible. Du fait de l'accentuation des conflits au sein de la bourgeoisie française due à la fois au développement de la crise et au changement de personnel dirigeant, ce qui n'était qu'une hypothèse devient une perspective susceptible de trouver un écho au sein même de certains secteurs de la bourgeoisie. D'où l'assimilation de plus en plus nette de la stratégie antimonopoliste à la lutte contre les seuls monopoles multinationaux. Du même coup, le front antimonopoliste qui avait déjà intégré les petites et moyennes entreprises (quelles que soient les précautions de terminologie) risque fort d'intégrer désormais les fractions les plus concentrées du capital, dès lors qu'il se verrait décerner le label « national ». Dans une telle perspective, la stratégie d'« union du peuple de France » n'est pas seulement source de confusion, elle est aussi lourde de dangers pour toute perspective socialiste dans ce pays. Elle va, est-il besoin de le rappeler, radicalement à l'encontre de toute stratégie d'unité populaire fondée sur l'axe du contrôle ouvrier.

Tout en sachant qu'il n'est pas le mieux placé pour passer directement le compromis, le P.C.F. se donne les moyens d'influer sur les modalités selon lesquelles le P.S. pourrait y procéder.

Car ce dernier, à l'évidence, reste en proie à de multiples contradictions, en matière de politique étrangère (entre l'atlantisme des uns, l'euro-péisme sans principe des au-

tres et l'anti-impérialisme affiché de certains autres) en matière de stratégie économique (encore que, de Delors à Rocard, s'ébauchent entre nouveaux et « prochains » venus, quelques convergences) et enfin en matière de politique tout court, comme l'ont clairement indiqué de nombreuses interventions à la tribune du Congrès de Vitry.

Au moment où le P.S. recueille sur le plan électoral les fruits de cette ambiguïté, il était logique que le P.C.F. rappelle la cohérence de sa propre ligne.

D'autant qu'elle est mise en œuvre activement dans tout le sud de l'Europe. En Italie, même si Agnelli semble un peu moins séduit depuis que Schmidt s'est montré généreux en prêtant abondamment ses marks, la ligne du compromis historique n'est pas encore remise en cause. Au Portugal, Alvaro CUNHAL après avoir rayé ostensiblement la référence à la « dictature du prolétariat » continue sa politique d'alliance avec la future droite portugaise du « Mouvement Démocratique ». En Espagne, Santiago Carrillo, dans la foulée de la « junte démocratique » où il siège à côté de Calvo Serer, appelle à l'union de la droite civilisée. En Grèce enfin, le P.C. orthodoxe semble prêt à s'intégrer activement au jeu politique restauré par Caramanlis.

Gardons-nous d'oublier, sous prétexte de quelques mises à jour, cette orientation fondamentale qui semble avoir reçu à la récente conférence de Varsovie, la bénédiction du P.C.U.S.

Il ne faut pas sous-estimer les changements en cours, et surtout il faut savoir les utiliser chaque fois que le rapport des forces sur le terrain le rendra possible pour développer une ligne cohérente d'unité populaire anti-capitaliste.

Mais, tout à la joie d'être sortis du sillage du P.S., nous devons éviter de tomber dans l'ombre tutélaire du P.C.

François DALBERT □

(1) 50 000 motions de cellules, 15 000 de sections, 1 600 retenues par les conférences fédérales aboutissant à quelques dizaines d'amendements significatifs à la « commission de la résolution ».

Préparation du congrès du P.S.U.

Les mouvements aux PTT et à la SNCF retentissent sur les communications internes au Parti, comme sur la diffusion de T.S. A tel point qu'il nous a paru nécessaire de repousser au prochain numéro la publication des textes préparatoires au Congrès en souhaitant que, malgré ces difficultés, les conditions se trouvent réunies d'une diffusion correcte à l'ensemble du Parti.

La conclusion de F. Dalbert peut paraître surprenante : quoi ? à un moment où le P.S.U. fait le choix, difficile et responsable, de développer une stratégie autonome dans l'unité populaire, le risque existerait qu'il accepte de devenir un protectorat du P.C. ?

A bien lire cet article, il semble que ces craintes soient nées chez F. Dalbert de la lecture de mon papier de T.S. la semaine dernière, et du communiqué de la Direction Politique Provisoire daté du 27 octobre.

Si l'inquiétude de ce camarade existe, c'est sans doute que les textes incriminés — qui ne se plaçaient pas sur le même terrain d'analyse que lui — pouvaient, ne serait-ce que par certains silences, la faire naître.

Aussi était-il utile, même si l'on peut ne pas partager toutes les formulations de F. Dalbert, que cette inquiétude fut exprimée. Et qu'il soit bien précisé qu'aucun désaccord n'existe sur l'absolue nécessité pour le P.S.U., dans la période historique présente, de poursuivre sur une ligne stratégique supposant à l'évidence une totale autonomie politique, et une capacité intacte de critique. Reconnaître — et tenter d'analyser — des évolutions tactiques chez un partenaire indispensable au sein de l'unité populaire, ce n'est pas s'aligner sur la politique de ce partenaire. Mais Dalbert a raison : il y a des choses qui vont sans dire, mais qui, sûrement, vont mieux encore en les disant...

Gilbert HERCET ■

A travers les débats sur le « trou des Halles » et le statut de Paris apparaît une question fondamentale : celle du pouvoir des Parisiens sur leur ville. Nous avons interrogé à ce sujet Pierre Guidoni, membre du Comité Directeur du P.S. (tendance C.E.-RES) et conseiller municipal de Paris du XIXème arrondissement.

T.S. — Le Conseil de Paris a délibéré sur le « trou des halles ». Comment cette opération à laquelle nous, P.S.U. et vous, P.S. étions opposés dès le départ, se présente-t-elle ?

P.G. — Précisons d'abord ce qu'est le Conseil de Paris. Politiquement la gauche y est minoritaire :

8 socialistes, 2 Radicaux de gauche, 20 communistes, et, en face, 60 représentants de la droite se répartissant entre 32 U.D.R. et 28 Giscardiens.

T.S. — Dès lors pas de problème pour les projets gouvernementaux, du moins jusqu'à l'élection de Giscard.

P.G. — C'est à peu près cela. Disons que, sous de Gaulle, puis sous Pompidou, la cohérence entre les volontés de l'Elysée et de la majorité du Conseil permettait de respecter les formes démocratiques. On glissait un mot au Préfet et à de la Malène, et la majorité votait « librement ».

T.S. — Qu'y a-t-il de changé ?

P.G. — Giscard qui a d'autres visées sur Paris que son prédécesseur, s'oppose à l'ex-majorité. Dès lors les rapports de force Elysée-Conseil de Paris apparaissent crûment.

T.S. — En particulier au sujet des Halles ?

P.G. — Oui, mais pas seulement. Ainsi, au sujet de la voie expresse rive gauche, nous avons protesté contre la méthode employée par Giscard — même si nous étions d'accord sur le fond. Passer au-dessus de la seule instance élue est, pour nous, inacceptable.

T.S. — Concrètement, comment s'est déroulée la discussion ?

P.G. — Pour nous, il n'y a pas eu discussion. Le débat était fermé puisque le texte de base était un document préfectoral, appelé mémoire, qui ne présentait qu'une seule solution : celle de Boffil.

T.S. — A laquelle vous êtes opposés ?

P.G. — Là n'est pas la question. Le fond du problème, c'est le caractère bidon de ce débat. L'incertitude financière est totale : l'indemnisation du Centre de Commerce International (projet abandonné) coûtera par exemple, entre 60 et 150 millions, nouveaux bien entendu. Au total, c'est un nouveau trou qu'on crée aux Halles, un trou financier.

T.S. — Quelle a été votre attitude dans ce Conseil ?

P.G. — Nous avons boycotté la session après avoir protesté contre la façon antidémocratique dont on prenait les décisions.

T.S. — Quelles réactions dans le Conseil ?

P.G. — Nos camarades du P.C.F., sans être en désaccord avec nous sur le fond, n'approuvent pas notre tactique. Les gens de l'U.D.R., partagés entre l'habitude du pouvoir et la fidélité à de la Malène, leur porte-parole, étaient fort embarrassés. Mais, répétons-le, le résultat principal de ce Conseil est de creuser un nouveau trou financier, celui-là de 400 millions, après la Villette, le Parc des Princes et d'autres opérations du même style. Il nous

Des trous



qui coutent cher...

Entretien avec Pierre Guidoni

était impossible de cautionner cette caricature de décision car le débat décisif, sur le statut de la Capitale, a lieu dans la semaine qui vient. Des luttes décisives seront entreprises, populaires et unitaires.

T.S. — Mais ce nouveau trou — il faut y revenir — il semblerait que le premier, le trou physique ait été creusé pour imposer la « rénovation » du secteur...

P.G. — Et le second pour rentabiliser l'opération. La ville, dans le système où nous sommes, ne pourra que se rallier à des solutions « rentables » autour du trou. Adieu les équipements collectifs, adieu le reclassement des commerçants locaux, adieu les H.L.M....

(Propos recueillis par Jacques Thibault)

Refus et regrets

La dernière intervention de François Mitterrand à Europe 1 le confirme : il y avait plus que des nuances entre le refus opposé par le Secrétaire général du P.C.F. à une éventuelle rencontre avec Giscard d'Estaing et la prise de position tardive du premier Secrétaire du P.S. Tandis que la déclaration de Georges Marchais implique une condamnation de l'ensemble de la politique (actuelle) du régime, celle de François Mitterrand, qui sonne comme un regret, s'en tient à un seul aspect : « c'est toute une manière de vivre la démocratie qui est en cause ». Le premier Secrétaire laisse d'ailleurs ouverte la possibilité d'une rencontre avec le Président de la République « dans une circonstance exceptionnellement grave ».

Visiblement, François Mitterrand a été contraint à ce repli par l'initiative de Georges Marchais. Cet incident jette une certaine lumière sur le véritable enjeu du conflit P.C.-P.S. On s'est beaucoup interrogé sur les motivations du P.C. : besoin de rassurer les militants après les résultats décevants des élections partielles, volonté de contrer l'opération « élargissement » du P.S. liée à une tentative de débordement du Programme Commun. Ces raisons ont joué, mais n'ont pas été déterminantes.

Il est vraisemblable que la Direction du P.C. a pris très au sérieux les bruits concernant les pourparlers entre certains émissaires de l'Elysée et certaines personnalités du P.S. en vue d'un « rééquilibrage » de la majorité au centre-gauche, et ceci, à la faveur d'une nouvelle loi électorale susceptible de rendre au P.S. toute son indépendance. La contre-attaque du P.C. semble avoir désamorcé la manœuvre. Mais pour combien de temps ? ■

LIBAIR



Cor. d'Agence de voyages
Lic. A. 669
17 rue de Turbigo - 75002 PARIS
Tél. 508.06.60 - 231.53.99
R.C. Paris 73 B 188

skis - séjours

Noël - SAMOENS : 590 F
Noël - CARROZ - D'ARRACHES : 790 F
Toute l'année - BALEARES : 600 F la semaine
(transport compris)

Au service
des « Individuels » et des « Collectivités »
LIBAIR serait heureux de vous faire parvenir
sa brochure HIVER 75

BON A RETOURNER A LIBAIR

Nom Prénom

Adresse

Profession

■ désire recevoir : Brochure « Collectivités »
Brochure « Individuelle »

■ est intéressé par :

E.G.F. : Une action unitaire ?

La situation revendicative à EGF est marquée par la forte emprise de la CGT (environ 55 % aux élections de représentativité) et donc de sa ligne politique. De plus, la grève loupée de l'hiver 69, qui devait être une réponse (bureaucratique) aux mouvements « anarchiques » de mai 68, avait permis au gouvernement Chaban-Delmas d'imposer une convention salariale. Depuis cette date, les textes salariaux adoptés par les syndicats, ou imposés par la direction, ont introduit un genre d'échelle mobile de sa-

très sensibles à la dégradation de leurs conditions de travail.

Devant la volonté d'action unitaire qui se fait jour à la base, les deux fédérations ont été amenées à organiser des Assises Nationales qui se sont tenues le 22 octobre à St-Ouen, en prenant le risque d'y voir s'exprimer des opinions peu orthodoxes et peu compatibles avec leurs lignes politiques. Risque limité, puisque seules les grandes régions pouvaient intervenir, mais risque tout de même, car l'impatience est grande, surtout parmi les éléments jeunes du personnel. A la CFDT, organisation qui se métamorphose rapidement, la ligne politique de la direction fédérale se voit parfois battre en brèche par une base qui se radicalise.

Ainsi, le dernier Congrès de ce syndicat a permis l'adoption à une faible majorité (et avec certaines ambiguïtés tenant à des idées « charitables ») du mot d'ordre d'« augmentations égales pour tous » qui s'est trouvé être un des sujets centraux des débats de ces Assises.

Malgré quelques accrochages, la volonté unitaire a été globalement manifestée par les délégués des deux organisations aux Assises. Les quelques déclarations communes de syndicats CGT et CFDT y ont été chaleureusement accueillies.

De tels débats vont-ils rester académiques ? De quelle façon les deux fédérations chercheront-elles à démarrer une véritable offensive et sur quelle plate-forme commune ? Bien peu de gaziers et d'électriciens sont désormais prêts d'imaginer qu'en donnant une journée de salaire tout en fournissant du courant il est possible de faire céder la direction. D'autant que des propositions d'actions devant permettre de gêner la direction sans s'aliéner les usagers ont été formulées : information sur les risques nucléaires, grève de la facturation, affichage syndical destiné aux usagers sur les véhicules de travail, opérations « portes ouvertes », blocage de l'informatique,.... Au delà des récents débrayages, tout donne donc à penser qu'on reparlera plus sérieusement encore d'EGF dans les semaines qui viennent, au chapitre des conflits dans le secteur public et nationalisé □



laire. Mais le truquage de l'indice des prix de l'INSEE et l'inflation galopante ne permettent plus aux salaires de suivre. Les plus basses catégories, représentant plus de la moitié des agents de l'établissement, doivent vivre aujourd'hui avec moins de 2000 F par mois. Aussi, si la direction avait jusqu'à présent à peu près réussi à avoir les mains libres pour mener à bien ses réformes de structures afin d'augmenter au maximum la productivité, il faut maintenant noter que les agents de l'établissement deviennent

La crise s'aggrave. Elle touche de nombreux secteurs de la production. Demain, par la force des choses, c'est le secteur de la distribution et des services qui sera atteint. En même temps, qu'elle s'aggrave, la crise évolue. La bourgeoisie au pouvoir s'efforce de ralentir le rythme de l'inflation en diminuant le pouvoir d'achat des travailleurs. Son plan de sauvegarde est de faire consommer moins pour exporter davantage. Mais il ne dépend pas seulement d'elle d'accroître les exportations. Tous les grands pays capitalistes s'acharnent à étendre leurs marchés et à en conquérir de nouveaux. La France n'est pas le mieux placé dans cette course à l'exportation (sauf pour les armements). Elle vient d'être évincée pour une grande part de l'immense marché soviétique par l'Allemagne fédérale.

Ralentir la hausse des prix en « refroidissant » l'activité économique, cela veut dire que le nombre de faillites, d'une part, celui des chômeurs, de l'autre, ne cessera pas d'augmenter. Dans l'agriculture où, paradoxalement, les prix baissent à la production, alors qu'ils montent à la consommation. Dans l'industrie, où sont touchées non seulement des petites et moyennes entreprises, mais aussi des firmes importantes (Néogravure) lâchées par leurs supports financiers (Paribas) en raison de leur rentabilité jugée insuffisante, ainsi que certaines firmes multinationales (Idéal-Standard, Simca-Chrysler).

L'axe central de la lutte se déplace. Sans abandonner pour un instant la lutte contre la vie chère, l'attention se fixe sur le problème de l'emploi. Cela va de soi puisque le danger le plus grand et le plus immédiat vient de là. Pour rassurer les travailleurs, on écrit beaucoup dans la presse bourgeoise que cela va plus mal dans les autres pays et que, notamment en Allemagne fédérale, le nombre de chômeurs atteindra cet hiver le million.

Et en France ? On a dénombré plus de 500 000 demandes d'emploi non satisfaites. On est loin du compte. Car n'est pas chômeur tout travailleur sans emploi. Il faut remplir certaines conditions pour être admis au bénéfice de l'indemnité officielle. C'est ainsi qu'un nombre considérable de travailleurs n'y ont pas droit. Ce sont les jeunes à la recherche du premier emploi ; on leur promet une indemnité d'attente ; jusqu'à maintenant aucune mesure n'a été prise en leur faveur. Ce sont les femmes qui, pour élever leurs enfants, avaient été obligées, en l'absence de toute aide collective, d'arrêter leur travail pendant plusieurs années et qui en recherchent parce qu'un seul salaire ne suffit plus à nourrir la famille, sans parler de celles dont le mari a perdu son emploi. Ce sont les ouvriers du bâtiment embauchés pour la durée d'un chantier. Ce sont les travailleurs temporaires, ces pompiers du plein emploi, dont le rôle s'amenuise avec l'extension du chômage. Ce sont les travailleurs à temps partiel ne justifiant pas d'un nombre d'heures suffisant. Ce sont enfin de nombreux ouvriers étrangers, en situation plus ou moins irrégulière.

LA CHINE POPULAIRE A 25 ANS

POUR EN FAIRE LE BILAN : plus de 200 livres et périodiques

A LA LIBRAIRIE LE PHENIX.

72, bd de Sébastopol
75003 PARIS

Schlumberger en grève depuis 15 jours

Les travailleurs de Schlumberger-SIS à Vélizy sont en grève depuis 15 jours pour lutter contre le blocage des salaires décrété par la Direction. Décidée en Assemblée Générale, reconduite chaque jour, la grève est partielle (1 heure le matin, 1 heure l'après-midi), et mobilise 300 employés sur les 500 que compte le Centre. Le 23 Octobre, la Direction n'a lâ-

ché que 2% au 1er Janvier. Les grévistes réclament une augmentation dès le 1er Décembre sur la base des accords passés au Comité Central d'entreprise S.I.S. (INSEE +1%), le paiement intégral de toutes les heures de grève et la réduction d'une 1/2 heure de l'horaire hebdomadaire à partir du 1er Janvier.

Grève à l'inspection du travail

Les inspecteurs du travail sont parfois bien gênants pour le patronat et le pouvoir : certains d'entre eux ne tendent-ils pas, à l'occasion de tel ou tel conflit, à se poser en véritables défenseurs du droit du travail, voire en négociateurs ?

Depuis quatre ans, un projet de statut était à l'étude, visant à remettre à leur juste place ces fonctionnaires qui pourraient oublier le sens (et le rôle) de l'Etat. M. Durafour a décidé d'accélérer les choses, et le statut est aujourd'hui prêt. Il prévoit notamment :

- une formation de six mois à l'E.N.A.
- l'intégration d'administrateurs civils dans des postes d'autorité de la hiérarchie des inspecteurs du travail

(directeurs départementaux adjoints et directeurs régionaux).

— une augmentation indiciaire qui ne touche que le sommet de la hiérarchie (inspecteurs en fin de carrière).

— une fusion au sein d'une même grille des corps de l'inspection des transports et des lois sociales en Agriculture.

Devant ces menaces d'étouffement de leur corps, les syndicats C.G.T., C.F.D.T et le Syndicat National des inspecteurs du travail (qui représentent 95 % du personnel) ont décidé pour ce jeudi une grève de vingt quatre heures, qui sera suivie également par les contrôleurs. Une affaire à suivre... □

Les arrières pensées du pouvoir

On dénombre actuellement en France, si l'on tient compte de tous ces « exclus », environ 850 000 chômeurs, sans compter ceux dont la durée de travail a été réduite, parfois de moitié. Pour éviter les affrontements violents, le patronat a conclu avec les confédérations syndicales un accord important, garantissant aux travailleurs,

aux impératifs du profit des pétroliers, se prépare à l'action. Sans préjuger de l'ampleur que prendront ces mouvements, où les cheminots, électriciens et gaziers s'engagent à leur tour, on peut affirmer que les travailleurs de l'Etat et des services publics ne se contenteront pas de quelques petits aménagements de leurs conditions de travail et de leur pouvoir d'achat.

Face à cette situation, le gouvernement traîne les pourparlers dans les P.T.T., fait des offres insuffisantes ; il compte fatiguer les grévistes et dresser contre eux les usagers. Tel fut son dessein lors des grèves à

stratégie du pouvoir et réponse ouvrière

licenciés pour des raisons d'ordre économique, une indemnité devant atteindre 90 % de leur salaire brut pendant un an. Cet accord apporte en effet des apaisements à de nombreux travailleurs. Mais il est loin d'être général. C'est ainsi, par exemple, que les travailleurs de la presse n'y sont pas actuellement inclus. Ce sont surtout les employés non statutaires du secteur public qui en sont exclus. Or, leur nombre est considérable. On promet d'étendre aux auxiliaires du secteur public le bénéfice de cet accord. Jusqu'à présent cette mesure n'a pas été prise. Ajoutons, pour compléter le tableau, que les modalités de paiement et la part de l'Etat n'ont pas encore été fixées.

Chirac, devant les remous qui secouent le secteur public et nationalisé, a promis de titulariser les auxiliaires. C'est un progrès. Mais à quel rythme ? Sur 31 000 instituteurs, 6 000 seront intégrés d'ici la rentrée scolaire de 1975-1976. Il faudra au moins cinq ans pour résorber l'auxiliarat dans l'enseignement primaire ; quant au secondaire et au supérieur, rien de précis n'a été décidé. Que dire alors des postiers auxiliaires qui sont 90 000 et à qui on offre l'intégration de 6 000 ! A ce rythme, cela durera quinze ans ! Que dire des auxiliaires des municipalités, départements et autres organismes officiels, dont le budget dépend de l'Etat. Combien de temps faudra-t-il pour leur assurer la stabilité de l'emploi ?

Le gouvernement cherche surtout, dans le secteur public et nationalisé, à désamorcer les mouvements revendicatifs déjà annoncés ou en préparation. Il a accordé 4 % aux cheminots, espérant éviter des arrêts de travail. Il ne semble pas qu'il y soit parvenu. A la suite de l'exemplaire grève des P.T.T., tout ce secteur bouge. Après les mineurs lorrains, l'ensemble de cette profession, sacrifiée depuis des années

l'O.R.T.F. où il est arrivé à décourager les auditeurs et à les détourner de soutenir l'action des travailleurs, tant pour la liberté de l'information et la qualité de la production que pour la défense de leurs revendications. Il a pu, grâce à cette tactique, faire éclater l'O.R.T.F. sans rencontrer la désapprobation du public. Il a fait, en atomisant ce grand service public, le premier pas vers sa privatisation. On peut se demander si de telles arrières-pensées n'inspirent pas le gouvernement dans le conflit des P.T.T., alors que s'organise la distribution privée du courrier et que de grandes firmes visent à s'emparer, sous quelque forme que ce soit, des télécommunications, seules rentables, en laissant le secteur postier, déficitaire, entre les mains de l'Etat.

Il importe de déjouer de telles manœuvres de division en organisant la solidarité entre les grévistes et les usagers sous une forme à déterminer par les intéressés eux-mêmes et qui pourrait être, selon les cas, soit un comité de soutien, soit un comité de liaison, toujours en accord avec les syndicats

Le chômage organisé

Si nous insistons sur ces aspects inquiétants du marché du travail, c'est parce qu'on s'efforce, du côté du gouvernement et du patronat, par des déclarations lénifiantes, d'apaiser l'inquiétude des travailleurs, tout en les mettant en condition d'accepter le chômage comme quelque chose d'inévitable, comme une calamité naturelle, un incendie ou une inondation. En réalité, on organise le chômage, on crée une armée de réserve pour faire peser sur ceux qui travaillent la menace du licenciement, pour les

rendre plus dociles, plus soumis à l'arbitraire patronal.

Contre cette tentative concertée de rejeter sur les travailleurs les charges de la crise, l'action solidaire peut et doit s'engager, et cela sur deux plans. Celui de la défense de l'emploi ; celui de la défense des chômeurs. Bien entendu, les deux actions sont indissociables, sinon le patronat dresserait les chômeurs contre les ouvriers au travail et inversement. Cette action solidaire, que préconise les centrales syndicales, ne peut pas se limiter à la seule DEFENSE c'est-à-dire à des luttes défensives. Elle doit, pour être efficace, s'attaquer au caractère même de la production : déboucher sur la coordination des luttes ; trouver son expression concrète dans le contrôle ouvrier à l'usine, et populaire hors de l'usine ; aboutir enfin à la création d'organes de contrôle, de comités d'action de toutes sortes, sans jamais chercher à les substituer aux syndicats.

Conjuguer les actions offensives en vue de la restructuration de certaines branches économiques et de la réorientation de certaines productions (par exemple des moyens de transports en commun au lieu des voitures individuelles) avec les actions défensives pour le maintien de l'emploi et pour la protection des chômeurs, cela paraît difficile et cela l'est effectivement. Mais il n'existe pas d'autres moyens de lutte efficace contre les effets de la crise.

Adapter les moyens de lutte

Première ligne de combat : refus de licenciement. L'exemple de Lip, sans être imité servilement, devrait encourager des initiatives dans le même sens. A Néogravure, où la grève avec occupation a obligé le ministre à sortir de son indifférence, le contrôle de la gestion et le calcul rationnel des prix de revient devraient permettre de garder les clients qui s'expatrient, d'autant plus aisément que certaines imprimeries de ce groupe disposent d'un outillage ultra-moderne. Encore une fois, il ne s'agit pas d'appliquer partout le slogan de Lip : « On produit, on vend, on se paye », mais d'examiner les conditions concrètes de gestion et, au besoin, de réorienter la production, toujours sans contrôle ouvrier.

Là où de telles formes d'action ne peuvent être appliquées, le maintien de l'emploi, ou, si impossible, son remplacement par un emploi équivalent, doivent constituer l'objectif principal. Déjà, cette revendication se généralise spontanément. Le droit au travail, inscrit dans le préambule de la Constitution, est pris au sérieux par les travailleurs ; il prime pour eux le droit au profit.

D'où la tendance à l'occupation dès qu'une entreprise est menacée de fermeture. Parfois, les « forces de l'ordre » interviennent pour faire évacuer les entreprises occupées (Faulquemont), mais les précédents se multiplient et même les magistrats commencent à admettre l'occupation comme une forme d'ac-

tion revendicative. A la légalité, devenue lettre morte, et de plus en plus difficile à appliquer, se substitue une légitimité prolétarienne qui tend à devenir une nouvelle légalité. La crise extériorise les virtualités des rapports sociaux réels, dissimulées par les lois d'une époque révolue.

Seconde ligne de combat : protéger ceux qui ont perdu leur travail ou qui, tard venus, ne l'ont pas trouvé. Pour eux, il faut exiger l'inscription de tous les sans-travail à l'Agence Nationale pour l'Emploi, la suppression des différentes restrictions qui empêchent nombre de chômeurs de toucher leur indemnité. La création des comités de contrôle de l'emploi, de chômeurs, ou des comités paritaires de l'emploi pourrait être envisagée, selon le lieu ou la profession, toujours en liaison étroite avec les syndicats et les comités d'entreprise, afin d'empêcher toute friction ou même toute incompréhension entre ceux qui travaillent et les sans-travail.

Enfin, pour ceux dont les ressources sont réduites, on pourrait envisager le moratoire de paiement aussi bien en ce qui concerne le loyer, que le remboursement du crédit de l'accession à la propriété, ou le paiement de dettes contractées lors de l'achat des appareils ménagers, des voitures, etc... Cette forme de défense du pouvoir d'achat ne pourrait intervenir que sur l'initiative des intéressés et en accord avec les organisations ouvrières.

Unité anti-capitaliste

Nouveaux objectifs et moyens d'action, la crise précipite leur adoption et leur application par les travailleurs. Pas toujours, ni partout. Dans nombre de cas, elle favorise le repli sur des formes traditionnelles, « éprouvées » de lutte ou même le recul devant la grève. D'où la réserve des syndicats à lancer des actions et leur tendance à attendre que l'initiative et la décision viennent de la base. Il serait d'ailleurs insensé de vouloir imposer ce qui doit surgir de la masse, correspondre à une prise de conscience, à l'approfondissement des antagonismes de classe.

Plus que jamais, en période de crise, les travailleurs aspirent à l'unité, redoutent de se laisser isoler. D'où l'importance accrue de notre projet de pacte d'unité d'action de toutes les organisations ouvrières, tant politiques que syndicales. Un tel pacte, permettrait de donner aux actions défensives une dimension offensive, de caractère anti-capitaliste.

C'est en s'efforçant d'infléchir les décisions syndicales dans le sens de nouveaux objectifs et moyens de lutte que les militants du courant révolutionnaire feront avancer, au sein du mouvement ouvrier global, l'idée du contrôle et de l'autogestion. La crise, avec toutes ses conséquences et ses péripéties, permettra à la longue de faire progresser cette conception de la lutte pour le socialisme.

Victor FAY ■



P.T.T.

On ne se contentera pas de miettes

Les propositions de Lelong ont été repoussées : elles ne réglent rien. Les revendications essentielles des travailleurs des P.T.T., augmentation des effectifs, titularisation des 90 000 auxiliaires, 1 700 F minimum pour tous, augmentation mensuelle immédiate de 200 F, heurtent de front toute la stratégie sociale du pouvoir. Désamorcer le mouvement et ses objectifs en cédant des miettes constitue la seule tactique du gouvernement à l'heure actuelle.

Mettre fin à l'auxiliariat

La revendication des postiers pour une augmentation des effectifs dérange le projet de rentabilisation : limiter l'emploi et augmenter les cadences (sous prétexte de modernisation, de rationalisation). Le gouvernement, malgré l'augmentation du trafic, pratique d'autant plus le blocage de l'embauche qu'il rêve de livrer les secteurs intéressants des P.T.T. aux trusts privés (les Télécom. à I.T.T. Thomson).

Par ailleurs la remise en cause de l'auxiliariat prend à contre-pied la privatisation. L'auxiliariat constitue un alignement sur les règles de licenciement du secteur privé. Il y a un an encore dans tout le secteur public, les syndicats prenaient peu en charge ce problème. Le poids de ceux qui avaient leur statut à défendre pesait plus lourd que l'insécurité de ceux qui n'en avaient pas. Cela favorisait le jeu du pouvoir en créant un volant de main-d'œuvre corvéable à merci, sans garantie d'emploi.

Enfin la revendication des 1 700 F minimum met en cause la politique de freinage des salaires entreprise par Fourcade. Elle dépasse largement la politique syndicale du S.M.I.C. à 1 300 F. Les salaires du secteur public sont considérés comme test. Une victoire des travailleurs des P.T.T. sur ce point serait exemplaire à cet égard.

Les angoisses de Lelong

On comprend donc les angoisses de Lelong. Ses maladresses du départ, (refus de négocier, déclarations intempestives sur le « travail idiot » des postiers) ont cédé le pas à une défense acharnée devant les exigences d'une grève générale.

Tous les moyens sont bons pour éviter les échéances : promesses sur quelques points mineurs, tentative de division entre les travailleurs (en promettant aux télécommunications un statut particulier), utilisation de F.O. pour briser l'unité syndicale (F.O. ne s'associe pas aux revendications salariales clés de toute la négociation). Enfin vendredi dernier le pouvoir a fait sonner le clairon de la démagogie : on va titulariser les auxiliaires. Combien ? 6 000 dit Lelong pour les P.T.T. Le nouveau secrétaire d'Etat à la Fonction publique Péronnet se met au diapason : il promet des négociations générales sur ce problème dans toute la fonction publique. Dans l'Education nationale où son comparse Haby réprime depuis un mois la « grève des effectifs » entamée par le S.G.E.N., on annonce 4 000 titularisations.

Le gouvernement, en cédant sur une infime partie des exigences, en le montant en épingle comme s'il avait cédé sur toutes, veut désamorcer le mouvement et miser sur son pourrissement.

De l'unité dans les P.T.T. à l'unité dans la fonction publique

Mais on ne casse pas une grève générale comme on désamorce une grève de 24 heures. Depuis 15 jours, la grève des P.T.T. coûte cher au pays, mais surtout aux travailleurs en lutte eux-mêmes. Avec 1 300 F par mois, on comprend bien que les auxiliaires n'aient pas beaucoup de réserves devant eux. Ils ne se contenteront pas de miettes. Ce sont eux qui ont lancé la grève dans les centres de tri. Comme les O.S. de la métallurgie et de l'automobile, ils étaient soumis aux conditions de travail les plus absurdes, aux salaires les plus bas, à la hiérarchie. Comme eux, il y a deux ans, ils ont imposé l'unité autour de leur lutte : unité de toutes les catégories, unité syndicale. S'il est vrai que l'unité populaire, grâce à l'appel aux usagers, est difficile à obtenir car cette grève dérange, des actions sont entreprises pour la réaliser. Tous les travailleurs du secteur public le comprennent. Ainsi, malgré la promesse de 4 % d'augmentation à la S.N.C.F. et les négociations du printemps dernier, la lutte des cheminots prend cette semaine le relais des postiers. A l'E.D.F., l'heure n'est plus aux contrats de garantie salariale négociés avec des clauses anti-grève comme il y a cinq ans.

Tout le secteur public va se trouver bientôt en lutte. La grève des P.T.T. est donc le point névralgique de la combativité ouvrière.

Quelles négociations ?

Relayée par la lutte des cheminots, des électriciens et gaziers, elle risque cependant l'isolement. En effet au début de cette semaine la presse tente de la mettre au second plan. Le pouvoir tente de la discréditer en la mettant, via Péronnet, au compte d'une « opération politique » et en proclamant sa loyauté pour des discussions générales.

Les négociations qui sont menées cette semaine par les directions syndicales devront donc éviter plusieurs pièges :

— celui de la parcellisation : à partir d'une grève de 12 heures dans l'E.D.F. et des grèves des cheminots, le gouvernement pourrait leur céder sur quelques points essentiels et gagner ainsi la faveur de l'opinion pour condamner les postiers.

— celui des négociations générales noyant la combativité de chaque mouvement. C'est le chemin que semble choisir Péronnet en proposant une négociation pour toute la fonction publique sur la titularisation. Il prend ainsi l'initiative du contenu des négociations. Y céder serait pour les directions syndicales



une erreur fatale au mouvement. Les raisons essentielles du combat des postiers, qui posent avec acuité catégorie par catégorie les problèmes de tous les travailleurs, s'effaceraient devant une trêve sociale du secteur public. Le gouvernement pour l'obtenir peut aller assez loin. Des choix budgétaires modifiés au dernier moment ouvrant quelques perspectives sur les augmentations d'effectifs y pourvoiraient.

Pour désamorcer ces risques les négociations actuelles doivent être contrôlées par tous les travailleurs en lutte. Elles ne doivent pas rester l'affaire de spécialistes. En plus des revendications essentielles, chaque service aux P.T.T., comme à la S.N.C.F. a des raisons de se battre. Les assemblées générales souveraines constituent la seule forme de démocratie à la base capable de maintenir la combativité et de riposter par des piquets de grève massifs, puis l'occupation générale des locaux, si Lelong refuse de céder. Elles sont aussi une condition pour que, comme aux Chèques postaux, des revendications comme la fermeture des centres le samedi et les congés en 4 mois ne soient pas « oubliées » sur le tapis vert de la table de négociation.

Contrôle ouvrier dans chaque service

L'unité du personnel n'a pour l'instant pas été démentie malgré les hésitations des directions syndicales au départ de l'action. La maintenir, l'élargir, la renforcer en organisant des rencontres de postiers, cheminots, électriciens et gaziers par quartier, au cours de meetings communs, sera cette semaine un des enjeux de l'épreuve de force engagée avec le pouvoir. Les conditions d'un rapport de force ont été réunies depuis des semaines : le mouvement est largement plus suivi qu'en 1968. Au lieu d'enfermer la lutte dans les locaux, il faut au contraire la populariser, montrer qu'elle constitue une réponse vitale à tous les problèmes actuellement vécus par tous les travailleurs : emploi, freinage des salaires, mutations, augmentation des cadences. Les directions syndicales sous-estiment les convergences possibles actuellement. Les tentatives de dresser les usagers contre les postiers (centres de tri parallèles, circuits organisés par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris tri par les militaires à Clermont-Ferrand) doivent être déjouées. L'échelonnement des mouvements dans la fonction publique, sa limitation à un seul secteur fait le jeu du pouvoir. Tout échec aux P.T.T. démobilisera les travailleurs. La solidarité entre tous les secteurs de la fonction publique est donc à l'ordre du jour. Elle pourrait déboucher sur une grève générale de la fonction publique. Sa préparation ne peut être assurée que par l'exercice du contrôle ouvrier sur la lutte et les négociations.

Yves SPARFEL

NEOGRAVURE

La riposte au démantèlement

L'imprimerie française est en crise. Le groupe le plus important de ce secteur, la Néogravure, est en voie de liquidation des biens et de complet démantèlement. La riposte ouvrière est l'occupation généralisée des locaux depuis vendredi.

Dans un jugement rendu le 31 octobre dernier, le tribunal de commerce de Paris rappelle que le déficit mensuel de la Néogravure atteint cinq millions. Aucun groupe d'imprimeurs ou d'éditeurs ne s'est proposé pour racheter l'ensemble des ateliers de la société (situés à Corbeil, Issy, Saint-Ouen) et le siège du Quai Voltaire à Paris. Pourtant d'après le jugement, lui-même, les installations d'héliogravure à Corbeil sont les plus modernes d'Europe. Il serait d'autre part « préjudiciable » aux journaux et périodiques (Paris-Match, Marie-Claire, Elle, etc...) de ne plus pouvoir être imprimés à la « Néo ». Donc, le tribunal se refuse à prononcer un jugement de liquidation totale et accorde un délai de deux mois avant la fermeture des usines de Corbeil (en attendant qu'une société de gérance en prenne l'exploitation) et de Saint-Ouen.

Ces décisions règlent le sort de 3 700 travailleurs dans la région parisienne. L'avenir des filiales de province ayant été dissocié juridiquement de celui des ateliers parisiens, on répète en effet depuis des semaines aux ouvriers de Rennes (Oberthur) et de Lille (NEA) qu'un arrangement local sera possible. On tente ainsi de diviser les travailleurs en organisant le démantèlement.

Les maîtres mots : rentabilisation et concentration

Toutes les activités de la Néogravure ne seraient plus frappées de la même manière.

Pour l'héliogravure, on veut fermer l'usine d'Issy-les-Moulineaux (969 emplois) et concentrer l'activité « héli » à Corbeil, l'usine de Lille (NEA) devenant alors une entreprise de sous-traitance type, dont l'activité serait déterminée en fonction des capacités d'absorption de l'usine de Corbeil. On imagine bien quel chantage au chômage les patrons pourront exercer dans l'usine de Corbeil.

Dans le domaine de l'offset, il y aurait aussi concentration et démantèlement. Quelques semaines avant le jugement du 31 octobre, les patrons des plus grosses entreprises d'offset parisiennes envisageaient un regroupement, une solution industrielle globale (surtout pour l'impression des périodiques à courts délais de tirage). Les banques « de pointe », Paribas et Suez, appuieraient cette opération si les pouvoirs publics les y aidaient. Dans ce cadre, tout le secteur offset de la Néogravure serait « restructuré », voire disparaîtrait.

Il s'agit d'une vaste opération de rentabilisation et de concentration qui prolonge celle de Larousse, au profit de quelques grands groupes financiers. Les conséquences sont évidentes : licenciements, démantèlement.

Première réponse : l'occupation

La décision du tribunal n'a pas désarmé les ouvriers. Sur proposition de la C.G.T. et de la C.F.D.T., le principe de grèves avec occupation avait été voté massivement dans chaque unité du groupe (sauf à Rennes). Elles ont démarré le 1er novembre. Les travailleurs prennent l'initiative. Ils ne se contentent pas d'attendre la fin des deux mois de délai accordés par le tribunal et ne veulent pas, comme le suggérait M. d'Ornano le 1er novembre à Europe 1, continuer à sortir les travaux des clients pour hâter une solution industrielle.



En assurant dans l'immédiat la sortie des périodiques en effet, ils permettaient aux clients de préparer une solution de rechange. En refusant de produire, ils obligent les clients et le pouvoir à ne pas les considérer comme une simple masse de manœuvre au service d'opérations financières. C'est aux patrons et au pouvoir de fournir les charges de travail nécessaires. La rentabilité et l'assainissement préalable à toute reprise exigeraient, selon certaines analyses patronales complaisamment colportées par Europe 1, 400 licenciements. Les travailleurs n'entendent pas faire les frais de l'opération. Ils occupent.

La grève active pour continuer la lutte

Des divergences d'appréciation sur le plan syndical se sont manifestées au cours de l'action. La C.G.T. cantonne la lutte, à l'heure actuelle, à la Néogravure ; elle a décidé certes une grève de 24 heures d'envergure nationale pour le 13 novembre, mais elle ne désire pas que les travailleurs des grosses boîtes d'offset parisiennes se rencontrent, échangent leurs problèmes et décident d'actions éventuelles.

La C.F.D.T., très minoritaire dans ce fief C.G.T., ne veut pas laisser sous le boisseau d'autres revendications comme la réduction du temps de travail. De plus, à Saint-Ouen, sur le thème général « Vivre autrement dans la grève et après la grève », la section C.F.D.T. propose notamment, en plus de la popularisation et du soutien financier :

— la création de crèches pour les enfants dont les parents

ne peuvent assurer financièrement la garde,

— des films-débats sur Lip, Cerizay, Rateau, Darboy,

— le boycott des publications qui tenteraient de se faire imprimer ailleurs qu'à la « Néo » par des délégations de travailleurs dans les entreprises de routage et les imprimeries auxquelles elles feraient appel.

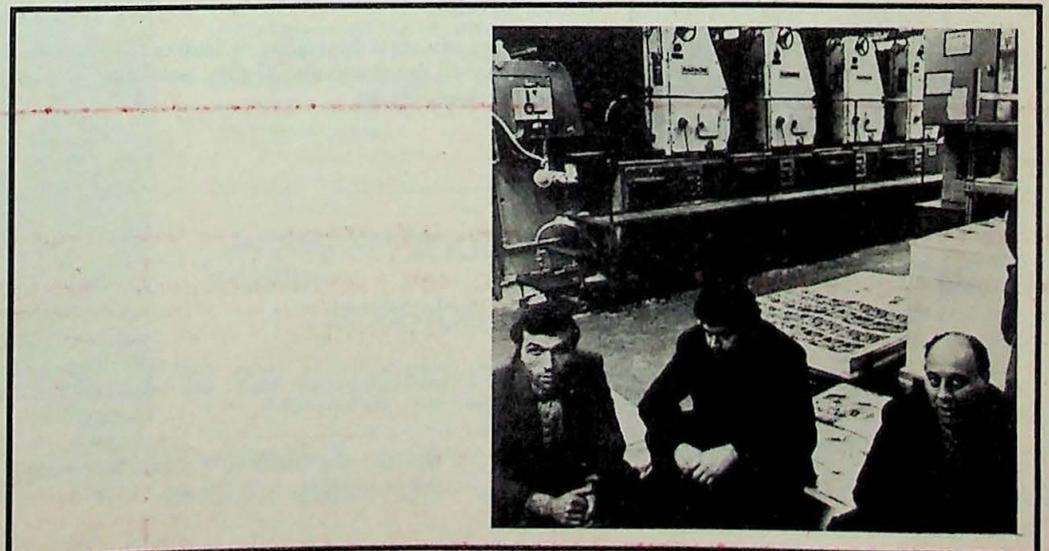
— des discussions entre les différents corps de métier sur leurs techniques de travail, les conditions et la pénibilité de chaque tâche, pour commencer à mettre en cause la hiérarchie professionnelle et du savoir qui est bien ancrée dans le livre.

— d'étudier les possibilités tant au point de vue des clients que des matières premières, de la remise en route de la production pour le compte des grévistes jusqu'à satisfaction des revendications. Certains travaux seraient possibles.

La question de l'étiquette syndicale dans le livre brouille pas mal de pistes tant au point de vue de l'organisation de la lutte que du choix des revendications comme les augmentations uniformes de salaire. Pour poser ces problèmes, un regroupement de travailleurs issu du conflit Darboy (C.G.T., C.F.D.T., non-syndiqués) se donne pour tâche de populariser les revendications et les luttes des travailleurs du livre : « Non au démantèlement ». « Non aux licenciements ».

Dans l'imprimerie, comme aux P.T.T. et dans l'ensemble des moyens d'information, le contrôle ouvrier, première réponse au démantèlement, est à l'ordre du jour.

L.G.



Armée : Le procès Fournel

Jean Fournel est actuellement incarcéré aux Baumettes, comme détenu de droit commun. L'ouverture de son procès est imminente. Ce procès revêt une importance politique capitale.

Pour la première fois depuis le début de la campagne de « l'Appel des 100 », un soldat est inculpé « d'incitation à la désobéissance ». Ce sera donc, pour la bourgeoisie, le test qui va lui permettre d'apprécier l'ampleur du soutien à la lutte pour les libertés du soldat au sein de l'armée.

L'ampleur du soutien doit répondre à cet enjeu. Si Fournel passe prochainement en justice, d'autres soldats sont eux aussi emprisonnés : ils peuvent, eux aussi, être inculpés demain. Pour eux, comme pour Fournel, comme pour tous les signataires de l'Appel des 100, notre mobilisation prouvera que leur lutte pour l'obtention des droits démocratiques (liberté individuelle et collective d'expression et d'organisation, affectation près du domicile, permission reconnue comme un droit et non comme une récompense, fin des brimades, abrogation des tribunaux militaires, solde alignée sur le S.M.I.C.) est comprise et reprise en tant que telle hors de l'armée aussi. Ne les livrons pas à l'arbitraire militaire : leur lutte est aussi la nôtre !

La défense de Fournel, assurée par Me de Félice et notre camarade Dissler, de Marseille, a pour fondement les déclarations même de Fournel, situant son combat comme un combat pour les libertés démocratiques.

A Montceau les Mines, sa ville natale, le soutien populaire organisé par le comité de soutien (Mouvement de la Paix — Ligue des Droits de l'Homme — A.N.A.R.C. - P.C.F. - P.S.U. - P.S. - Radicaux de Gauche - C.G.T. - C.F.D.T. - F.E.N. - J.C. - Jeunes de la C.G.T. - J.O.C. - U.F.F.) ne cesse de croître : la pétition de soutien aux signataires de l'Appel des 100, demandant la libération immédiate de tous les emprisonnés, a déjà recueilli plus de 3 000 signataires. Le Comité de soutien a également pris l'initiative d'un meeting le 5 novembre. D'autres ont et auront lieu dans de nombreuses villes du Sud-Est. D'autres initiatives sont également en cours.

Ecrivez, vous aussi, à : Jean Fournel 86018, Bâtiment A 175, Les grandes Baumettes 213, Chemin de Morgiou, 13273 MARSEILLE CEDEX 02.

Notre ferme et dynamique secrétaire d'Etat aux Universités n'a pas chômé pendant les vacances. En 6 mois il s'est attaqué aux deux problèmes principaux du monde universitaire : les conditions de vie des étudiants et la réorganisation de l'enseignement universitaire.

DES « WIMPY » ET DES PATRONS SUR LES CAMPUS

Fort d'une pseudo-consultation des étudiants au travers de leurs syndicats, J.P. Soisson a préparé une réforme de l'aide aux étudiants. Sous le couvert d'une augmentation provisoire mais substantielle de l'aide directe (les bourses), Soisson se prépare à rentabiliser puis à privatiser l'aide indirecte (le CROUS, restaurants et cités universitaires). Jacques Borel serait déjà sur les rangs !

Par contre Soisson ne cherche pas à brusquer la réorganisation de l'enseignement. Il active d'abord la mise en place de la réforme du premier cycle (le D.E.U.G.), décidée par son prédécesseur Fontanet, qu'il baptisera peut-être licence, pour la rendre plus attrayante. Pour le 2ème et 3ème cycle, Soisson laisse à chaque université le soin de créer un lien entre formation et emploi (comme à Villetaneuse - Paris XIII). La solution pour les présidents d'Universités consiste alors à faire appel au patronat local, à accepter que la formation universitaire soit directement rentable et donc soumise au contrôle des patrons. C'est ce que Soisson appelle « la vocation régionale des universités ». Derrière l'autonomie se profile le patronat.

Face à cette offensive, quelle réponse ? Depuis 1970 le mouvement étudiant est dans l'impasse. Les luttes, qui se sont situées sur un terrain exclusivement idéologique ou corporatif, étaient défensives par rapport aux projets du ministère : lutte contre le D.E.U.G., contre l'augmentation du ticket de Restau U. Elles n'ont donc pas abouti.

Qui va casser la base de Soisson ?

PROPOSITIONS DU PSU

C'est dans ce cadre que la coordination nationale étudiante du P.S.U., réunie les 25 et 26 octobre à PARIS, a analysé la situation du mouvement étudiant. Pour le P.S.U., l'échec du mouvement étudiant est dû à l'absence de liaison concrète avec la classe ouvrière. Cette liaison ne peut se faire que dans le cadre global de l'école avec pour axe le contrôle populaire sur l'université, sur la formation permanente, en liaison avec les syndicats et en opposition avec le contrôle du patronat sur la formation. De même, face à la rentabilisation et à la privatisation, il ne s'agit pas de défendre corporativement l'aide indirecte (CROUS, Restau U, Cité U) comme une conquête du mouvement étudiant. Il ne s'agit pas non plus de s'en désintéresser comme un privilège de petits bourgeois, mais de la défendre en l'ouvrant aux jeunes travailleurs. De telles perspectives ne pourront aboutir que si elles sont prises en charge au niveau étudiant par une organisation de masse, structurée nationalement de façon permanente sur des bases anti-capitalistes, en liaison étroite avec la classe ouvrière et ses organisations.

Dans ce cadre général la C.N.E. a avancé dès maintenant quelques propositions offensives. On peut citer notamment :

— pour le CROUS : occupation des restaurants universitaires avec le personnel, pour se battre contre la privatisation et pour l'ouverture du CROUS aux jeunes travailleurs ;

— pour les étudiants salariés : création d'emplois à mi-temps titularisés, sous le contrôle des travailleurs, pour arrêter l'exploitation des étudiants salariés (1 étudiant sur 2), comme main-d'œuvre d'appoint, bon marché, au noir, sans défense possible.

— Réorganisation du système de bourse et de l'emploi du temps des universitaires, au profit des étudiants salariés, pour leur donner la possibilité réelle de poursuivre leurs études.

Antoine BOUR ■

Un nom :

une adresse :

et un chèque de 80 F.

(pour 6 mois : 45 F - Soutien 120 F).

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
CCP PARIS 5.826.65

Agé de 28 ans, Brice Lalonde actuellement président des Amis de la Terre, a commencé à militer au sein du mouvement étudiant. Ensuite, influencé par le F.L.J. (Front de libération des jeunes), il a orienté son action vers l'écologie et transformé les Amis de la Terre en organisation militante (manifestation à vélo, etc...) Il est l'initiateur de la campagne Dumont. C'est aussi un membre du P.S.U. qui répond à nos questions.

T.S. — Croquemitaine pour les uns, gadget pour les autres, panacée pour les troisièmes, qu'est réellement cette écologie dont on parle de plus en plus ?

Brice Lalonde — La science ou le mouvement ? Si c'est la science, il s'agit de l'étude des rapports des êtres vivants entre eux et avec leur milieu.

T.S. — De tous les êtres vivants c'est-à-dire aussi de l'humanité.

B.L. — Absolument. C'est pourquoi l'écologie, comme approche de la réalité, transcende le politique et l'économique. C'est un mode de raisonnement axé sur la perspective de la survie de l'espèce humaine.

T.S. — Mais en quoi une discipline scientifique peut-elle déboucher sur un mouvement de pensée et d'action, qui de surcroît se veut subversif ?

B.L. — De même que l'introduction par Marx de l'économie et de sa critique lui a permis de bouleverser les conceptions bourgeoises par la découverte des rapports de production, cette conception planétaire, globalisante et dialectique qu'est l'écologie, devrait permettre à brève échéance une révolution dans la pensée collective, sur les besoins de la collectivité humaine et sur le type d'organisation collective qui permettra un développement harmonieux de cette espèce vivante à laquelle nous appartenons.

Trois composantes

T.S. — Quel est l'état actuel du mouvement écologique ?

B.L. — Il est la résultante de trois composantes. Il y a, en premier lieu, des scientifiques qui ont pris conscience de l'impact de leurs travaux sur les conditions de vie, des biologistes à même de constater, sur le terrain de leur savoir, les risques insensés que fait courir à l'humanité le type de développement actuel des forces productives. Quand on pense que 30 000 produits nouveaux sont lâchés chaque année dans la nature sans qu'on ait la moindre indication sur leurs effets médicaux ou écologiques, on comprend mieux leur démarche. C'est un phénomène relativement nouveau que cette prise de conscience des savants quant au produit de leur activité. Encore

plus nouveau est leur engagement dans un combat militant. Une nouvelle « intelligentsia » est en train de se créer autour de l'écologie, l'intelligentsia scientifique.

T.S. — Mais on vous accuse souvent d'être « contre la science », le progrès, etc...

B.L. — Tu vois qu'il n'en est rien. J'irai même plus loin. Les charlatans irresponsables, ce sont ceux qui par exemple multiplient les centrales nucléaires sans avoir la moindre idée de ce qu'ils feront des déchets. Nous y reviendrons.

La deuxième composante du mouvement écologique, ce sont les gens qui se mobilisent sur ce qu'on appelle au P.S.U. le cadre de vie : défense d'une rivière,

tion de l'environnement et de la mauvaise qualité de la nourriture.

politiser l'écologie...

T.S. — Le troisième courant ?

B.L. — Ce sont les révolutionnaires, ceux qui se réclament de mai 68 et surtout de ce qui s'est développé ensuite. Ils se sont surtout concentrés dans les grandes villes et forment les bataillons de choc de l'écologie. Leur engagement écologique est très fréquemment lié à une conscience régionaliste, et ils sont d'idéologie libertaire. De plus leur réseau communautaire fait qu'on a parfois pu parler à leur sujet de « contre-société » en formation !

B.L. — Disons qu'il y a des gens des trois origines mais que leur style d'intervention les apparente plus au troisième courant. Leur appartenance au défunt C.L.A.S. allait dans le même sens. Nous nous battons à l'heure actuelle pour aller vers une fédération des mouvements écologiques, mais sans appauvrir la diversité et la richesse des engagements.

T.S. — Vous sentez-vous concernés par la Conférence de la F.A.O. à Rome ?

B.L. — C'est le moins qu'on puisse dire ! Pendant la durée de la conférence, nous sortons un quotidien avec **Oxford Famine**, un groupe scientifique anglais. Des manifestations diverses sont prévues, qui ont commencé avec la venue de Kissinger à Rome. Le

mettre souvent comme raisonnable ce que Dumont avait annoncé dans sa campagne. A quoi attribuer ce changement ?

B.L. — Il y a accélération de la prise de conscience écologique. J'y vois des signes positifs et d'autres beaucoup plus inquiétants. D'abord sur le nucléaire ; il ne faut pas négliger l'importance de la pression de l'opinion publique : les rivalités entre groupes privés pour arracher le marché des centrales finissent par apparaître. L'atmosphère est lourde également entre le C.E.A. et l'E.D.F.

Mais il y a un aspect beaucoup plus grave lié à la structure du pouvoir actuel. Les gens qui nous gouvernent sont de bons mathématiciens qui n'ont aucune notion du rapport aux masses. En ce sens l'écologie capitaliste leur tient lieu de conscience sociale.

T.S. — Et en face ?

B.L. — En face, la conception productiviste du Programme commun, complètement aveugle à tout ce qui change dans la manière dont la bourgeoisie extorque et réalise le surproduit social. Le risque est grand pour le mouvement ouvrier d'avoir encore une bataille de retard.

T.S. — Par exemple ?

B.L. — La bataille sur le plein emploi est posée de façon tout à fait abstraite. On est passé d'une conception de la production fournissant des marchandises selon les besoins collectifs à une conception de la production comme fournisseuse d'emploi. Alors que le problème fondamental est celui de la limitation massive des heures de travail, sans diminution de salaire évidemment.

T.S. — Tu proposes là un axe de lutte sur lequel l'unité sera difficile avec de larges secteurs du mouvement ouvrier. Quelle est la conception des alliances du mouvement écologique ?

B.L. — Je crois qu'il faut poser le problème autrement dans la crise de l'humanité : quelle est la place et le rôle du mouvement ouvrier quant à la définition des objectifs planétaires sur la division internationale du travail, sur la destruction de l'environnement, sur le pillage du Tiers-Monde (y compris à travers la surexploitation des travailleurs immigrés), sur la famine au Sud et l'empoisonnement au Nord ? Voilà la vraie question.

T.S. — En somme après avoir politisé l'écologie, tu voudrais écologiser la politique ?

B.L. — C'est tout à fait ça.

L'écologie en marche

Entretien avec Brice Lalonde



d'un coin du littoral, lutte contre les déménageurs du territoire, etc... L'année dernière il naissait trois associations se fixant ce type d'objectif tous les deux jours.

T.S. — Politiquement ?

B.L. — Leur niveau de conscience est extrêmement variable. C'est, si tu veux, le « peuple », au sens que les maos donnaient à ce terme. La majeure partie d'entre eux ont soutenu la campagne Dumont. Ils sont à l'heure actuelle en voie de fédération. Mais la conception de « lutte civique » qu'ils donnent à leur action et le fait que la gauche officielle laisse le terrain à peu près vide permettent au pouvoir des manœuvres généralement sans lendemain dans leur direction.

Le fond du problème est que les banlieues ouvrières restent inertes sur les questions de cadre de vie en raison de la priorité accordée à l'entreprise, alors qu'en fait ce sont les travailleurs qui souffrent le plus de la dégrada-

T.S. — Et les Amis de la Terre, comment se situent-ils ?

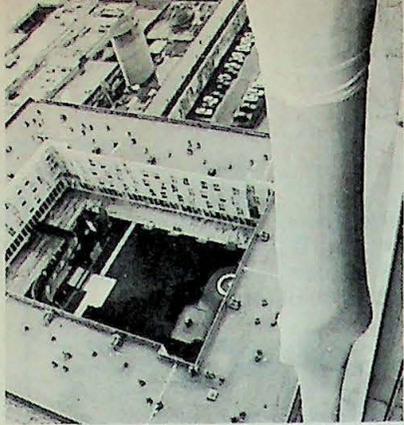


sens de notre intervention est clairement anti-impérialiste. Malheureusement les révolutionnaires des pays développés ne saisissent pas la chance d'un contact direct avec les révolutionnaires du Tiers-Monde, nombreux et actifs dans ce type de débat où sont reconnues les instances parallèles. De plus cette conférence est celle de la dernière chance pour redéfinir les types de rapports entre pillards et pillés, après les conférences de Caracas sur les droits de la mer et de Bucarest sur la population, où les égoïsmes de l'impérialisme américain et des castes régnautes du Tiers-Monde se sont mutuellement confortés.

...écologiser la politique

T.S. — Qu'il s'agisse de la famine imminente, des dangers du nucléaire, de la destruction de la Méditerranée, l'ensemble de la presse semble aujourd'hui ad-

Propos recueillis par Jacques Thibault ■



L'aménagement de l'invisible

« L'aménagement du territoire a devant lui de nouveaux champs d'intervention qui débouchent sur la société autant que sur les images apparentes de la géographie. Il ne peut ignorer l'aménagement de l'invisible ». Cette phrase extraite du livre passionnant de Jérôme Monod, délégué à l'Aménagement du Territoire, et intitulé « Transformation d'un pays. Pour une géographie de la liberté » (1) exprime bien une série d'interrogations qui surgissent tout au long de l'ouvrage, sans que l'auteur cherche systématiquement à y apporter lui-même réponse.

Jérôme Monod s'est toujours voulu homme d'action. A la tête de la DARTARN (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale), cette action, il ne pouvait l'inscrire du lieu où il était que dans le cadre du système. D'où l'ambiguïté même de son action, soulignée par lui-même quand il écrit : « Quelles conditions de vie sont concrètement induites par les décisions d'aménagement ? Dans quelle mesure et comment l'aménagement contribue-t-il lui-même à fabriquer les exclus que l'on découvre soudain ? Ces questions ne sont pas superflues, car des réponses apportées dépendent non seulement la vision que l'on a des rapports entre aménagement du territoire et société, mais aussi la nature des décisions d'aménagement qui aideront à la naissance d'une société plus humaine ».

Au cœur de la contradiction

Nous sommes ici au cœur même de la contradiction du système. Au cours du Vème et surtout du VIème Plan, l'Aménagement du Territoire, tel que le gouvernement le concevait, se devait de participer à l'effort d'industrialisation et de restructuration du système de production français, mais dans le même temps il devait jouer un rôle de régulation, en évitant, allégeant, soignant les heurts et les tensions locales, dans la mesure où les groupes concernés ou les problèmes étaient géographiquement définis.

Cela s'est traduit en termes d'industrialisation, par le développement de la décentralisation industrielle, qui a obligé les entreprises de la région parisienne à implanter de nouvelles unités dans les régions, ce qu'il fallait d'évidence faire, mais cela s'est également traduit par l'appel de plus en plus pressant aux firmes multinationales, dont l'appoint était indispensable pour la réussite d'une industrialisation à tout crin.

Le chapitre consacré aux investissements étrangers et aux firmes multinationales, tendant à les justifier, est le moins convaincant. Jérôme Monod connaît trop les raisons propres de la stratégie des firmes multinationales, pour inscrire à leur compte des préoccupations d'aménagement.

Et sur le plan social, cette politique de créations d'emplois n'a été conçue, pendant un très long temps, qu'en termes quantitatifs. On ne s'est pas préoccupé de la qualité des emplois créés, ni de l'environnement, encore moins de la division sociale du travail.

En fait cette décentralisation, qu'elle soit industrielle ou tertiaire, repose dans une large mesure sur le travail morcelé, la disparité des qualifications, les inégalités de salaires, et la mobilité géographique des personnes. « A poser l'aménagement du territoire, écrit J. Monod, uniquement en termes de développement, on ne recréerait pas seulement les banlieues parisiennes jusque dans les villes moyennes, on risquerait d'exclure de la nation des régions entières, des espaces qui retourneraient à l'état de désert humain (certains massifs de montagne, ou les zones rurales de la France pauvre), et on accroîtrait les conditions de l'inégalité dans l'espace ».

L'avertissement de la part de Jérôme Monod est lucide et courageux. Il ne donne pas pour autant les clefs des solutions possibles. C'est que, chez lui, impératif économique et système capitaliste sont étroitement liés.

Les résistances tenaces

L'auteur retrouve la même vigueur pour dénoncer les multiples obstacles d'ordre administratif qu'une action d'aménagement rencontre.

Au passage il souligne l'insuffisance des finances locales, les incohérences et la lourdeur des autorités de tutelle.

Enfin en ce qui concerne la question foncière, l'auteur souligne que « la charge foncière devient telle dans les villes, que les logements du type social sont nécessairement rejetés loin du centre, aggravant les inégalités et la ségrégation, et que les lieux de détente, de repos de culture, de communication sociale cèdent la place à des activités marchandes (...) Le coût entraîné pour la collectivité par cette situation se révèle lourd, et revient finalement, sauf cas d'exception, à effectuer un prélèvement sur la croissance économique au profit des détenteurs du sol ».

Ne doit-on pas séparer l'usage du sol et son application ? demande Jérôme Monod ? L'aménagement du territoire échappe-t-il à cet ensemble de contraintes ? Pour les premières l'auteur souligne qu'« une part importante de la réalité de l'aménagement du territoire entendu au sens le plus large — c'est-à-dire en y englobant l'urbanisme, l'équipement, la gestion des services collectifs, l'information sur les décisions des administrations qui aménagent — a eu tendance à dépouiller un peu plus les individus de leur autonomie, et à les recouvrir d'une chape de mystère ou d'indifférence administrative ».

Cette remarque nous indique le chemin à suivre en termes d'une stratégie de contrôle appliquée au cadre de vie. Au vrai, tout le livre, y compris dans ses manques (pas un mot sur le problème des minorités nationales), est une invitation à la réflexion et au delà à l'action. D'où son importance.

Marc Echeverry □

(1) Editions Fayard.

cinéma :

NOUS VOULONS DES COLONELS.

« ... Et si ça continue en Italie, le fascisme nous l'aurons ! Mais il ne viendra pas d'où on l'attend généralement ». Tel est le sens politique du dernier film de Mario Monicelli. Cette « chronique d'un coup d'Etat » met, sur la scène d'un véritable opéra-bouffe, toute ce monde traditionnel de l'extrême-droite qui ne pense qu'à asséner à une république chancelante l'estocade finale. C'est le ballet burlesque de militaires décorés, retraités et gâteaux à souhait, d'industriels compromis et véreux, le tout béni par un clergé avide et phalocrate.

L'âme du complot est personnifiée par un député fasciste, retord et entêté, magistralement interprété par un Ugo Tognazzi en pleine forme. La chronique tourne à la farce dans la bonne tradition italienne. Du reste, engagée par de si piteux protagonistes, la petite tentative de coup d'Etat italien « à la grecque » se termine en pantalonade : les parachutistes, qui devaient investir l'aéroport de Rome, sont largués sur un poulailler et doivent rejoindre la capitale en auto-stop. Les commandos chargés de dé-

truire les pilons de haute tension sont grillés vifs à la suite d'une fausse manœuvre. Quant au chef de la junte, un vétéran débile, il arrive à la T.V. pour s'adresser à l'Italie, quand toutes les émissions sont terminées...

On rit beaucoup. Mais on pourrait s'inquiéter — trop rapidement — qu'un sujet si sérieux soit traité avec tant de légèreté. Pourtant vers la fin du film, le rire se crispe dans la gorge et le ton devient grave.

Le danger venait d'ailleurs, voilà la morale de la fable. Les racines du fascisme sont implantées dans les institutions bourgeoises de plus en plus portées à l'autoritarisme, dit ce film de politique-fiction. Fiction ? Au voir. Les bruits de conspirations fascistes, un chef des services de renseignements italiens arrêté, ce n'est pas du cinéma ! Ça se passait il n'y a pas si longtemps. Pas plus tard que le 2 novembre 1974.

A.T. ■

Le Dhofar révolutionnaire en images

● L'heure de la libération a sonné

Un film de Heiny Srour (1)

Depuis maintenant près de dix ans, le peuple d'Oman lutte les armes à la main contre la réaction et la domination étrangère. Cette guerre, isolée, oubliée, se déroule en plein cœur d'une région vitale pour l'occident (60 % des réserves mondiales de pétrole). Ce peuple résiste victorieusement aux assauts menés par les forces britanniques et iraniennes, bientôt secondées par les soudanais.

Sur le plan politique, les anglais ont réorganisé la région en remplaçant le vieux sultan par son fils Quabous pour faire d'Oman un Etat « présentable ». Ils ont présidé à la formation de l'Union des émirats arabes unis ; ils cherchent ainsi à isoler les révolutionnaires du golfe et leurs alliés du Yémen.

Potentats locaux, compagnies

pétrolières et puissances impérialistes veulent empêcher la révolution et, par là, étouffer une alternative qui signifie la prise en charge, pour le peuple et par le peuple, des richesses pétrolières.

Face à cette coalition, et au moment où les anglo-iraniens lancent une offensive généralisée, le front et le peuple d'Oman doivent compter sur le soutien international le plus large : le film **L'heure de la révolution a sonné** en est un puissant atout. Tourné dans les zones libérées, il montre comment le peuple résiste mais aussi comment se construit la société nouvelle, une société où les femmes participent entièrement aux responsabilités de la lutte armée et à la construction du Dhofar libéré.

(1) projeté à Paris à partir du 6 NOVEMBRE au « 14 juillet » et du 11 décembre au « Myrha Palace ».

La vidéo : un moyen de lutte idéologique

Les « portables » (caméra vidéo) ont sorti la télévision et le film du domaine réservé des spécialistes.

Ces appareils sont simples, maniables, commodes. Le magnétoscope permet en effet l'enregistrement de l'image et du son sur une même bande magnétique : cette bande offre l'avantage, comme pour un magnétophone, de pouvoir être utilisée plusieurs fois. On peut effacer, recommencer... c'est économique (d'un certain point de vue...).

L'ensemble se compose d'une caméra, avec micro directionnel, viseur électronique incorporé et zoom, reliée à une valise portée en bandoulière dans laquelle se trouvent les bandes d'enregistrement.

On peut donc filmer, en extérieur ou à l'intérieur, des images avec son synchrone.

Ces vidéogrammes sont le fait, en France, d'organismes audiovisuels officiels, mais aussi de groupes militants ou « collectifs » vidéo. Ne nous leurrions pas : tout cela représente fort peu de monde : si l'on exclut les départements vidéo des grandes entreprises commerciales, il vaut mieux compter par dizaines que par centaines.

Nous avons essayé, avec l'équipe du journal Vidéo-Info, de faire le point sur les luttes et les démarches actuelles, tant d'un point de vue politique qu'esthétique. Cette publication, faite par des personnes directement impliquées, à titre divers, dans des luttes contre les valeurs politiques ou culturelles dominantes, n'est pas diffusée dans tous les kiosques et a un tirage encore limité. Mais elle est au confluent d'idées nouvelles.

● T.S. : Pouvez-vous définir ce qui fait la spécificité du projet de votre journal. En quoi les articles qui s'y écrivent différent-ils de ceux qui paraissent dans des revues de cinéma, des magazines de grande diffusion, ou des publications théoriques sur la communication ?

● Vidéo-Info : Ce journal, créé en 1972, est l'émanation d'un groupe vidéo militant, le « Collectif Vidéo ». Il s'agissait au départ de réunir les groupes politiques qui faisaient de la vidéo, de connaître et diffuser leurs actions, d'échanger des informations. Mais très vite le collectif s'est dissous, sous le poids d'illusions perdues : en particulier la possibilité de structurer une contre-information, de faire face aux problèmes techniques et financiers, de faire très vite de la vidéo un outil miraculeux. Le Collectif Vidéo n'est plus maintenant qu'un organe administratif et un certain matériel commun.

De ce fait le journal a pris, au 5^e numéro, une autonomie et a redéfini son rôle : à savoir d'envisager toutes les pratiques vidéo, et pas seulement des pratiques militantes ou « parallèles ». Le postulat est de faire circuler une information indépendante, incitant chacun à venir exprimer ses opinions et ses actions. Cela permettra, pensons-nous, de constituer un réseau d'informations audiovisuelles extérieur au pouvoir.

● T.S. : De nombreux groupes vidéo militants développent des actions importantes. Leurs modes d'intervention sont souvent comparables. Pouvez-vous en préciser certains aspects et donner votre point de vue ?

● V.I. : En fait je ne connais actuellement que deux groupes dont les actions n'aient pas avorté : Vidéo-OO et surtout Vidéo-OUT. Ils ont toujours continué dans une ligne précise et ont — moins que les autres — de préoccupations financières. Ainsi les sept membres de Vidéo-OUT, mis en route par Paul et Carole Roussopoulos,

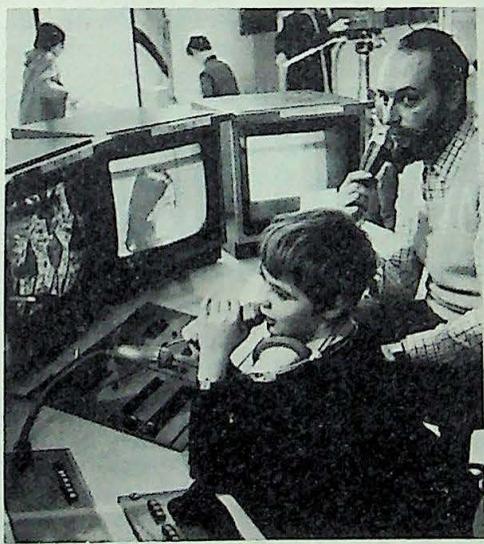
avaient tous des métiers divers avant de s'engager dans la vidéo et ils les ont gardés.

Le principe de base de leur pratique sociale est clair : se projeter dans une situation, une grève, une lutte précise, avec la vidéo et utiliser celle-ci comme d'autres leur ronéo, des articles, des discours.

La vidéo est donc engagée à la disposition d'un groupe ou d'individus isolés en lutte. Ainsi pendant un certain temps Vidéo-OUT a choisi de se mettre au service exclusif des femmes et des Palestiniens. Ils ne se sont pas mis au service de groupes politiques parce qu'eux-mêmes sont, de cette façon précise, militants. Il s'agit de se rattacher directement aux personnes concernées et d'être une des dynamiques de la lutte en diffusant dans la rue, dans des cafés etc, des images représentant par exemple les autorités en place, leurs méthodes répressives, la logique des événements, en suscitant des débats sur le vif. Ce fut le cas pour des bandes faites avec les travailleurs de Lip, des minorités exploitées, des femmes en grève ou concernées par l'avortement.

● T.S. : Peut-on, sur la base de ces exemples, dire qu'il existe, de façon permanente et structurée, une vidéo de lutte ?

● V.I. : Non, et du fait que l'on se heurte à deux problèmes majeurs : celui de l'organisation d'une part, celui de la diffusion d'autre part. Tout d'abord l'organisation : bien souvent ceux



qui utilisent ou empruntent à un collectif du matériel vidéo pour une action, une campagne d'information sur un marché par exemple, ne connaissent pas tous les « trucs ». Ou bien, s'ils sont assistés par des professionnels, ils oublient des éléments aussi simples que de trouver une prise de courant... et quand la bande est enfin au point, le marché est fini. De nombreuses interventions sont ainsi tombées à l'eau par manque de préparation ou parce que les collectifs qui apportaient une aide bénévole étaient tellement sollicités que leur disponibilité était trop restreinte. Pour que s'instaure une vidéo de lutte, il faudrait d'abord que les groupes eux-mêmes s'équipent en matériel. Surviennent alors les éternels problèmes financiers ...

Le second problème est celui de la diffusion, que les groupes eux-mêmes doivent assurer. Il n'existe pas de réseau diversifié et encore moins de réseau commercial. De ce fait, les bandes

sont souvent passées devant 30 ou 40 personnes convaincues d'avance, en petits comités ignorés de tous ceux qui ne sont pas dans le bain. Cela prend donc trop souvent l'allure d'un apostolat inefficace.

● T.S. : L'une des forces de la vidéo est d'offrir des possibilités nouvelles de représentation. Pensez-vous que le langage vidéo militant doit nous pousser à parler d'une autre manière de percevoir les choses, de conceptualiser une réalité ?

● V.I. : Ces groupes font trop souvent ce qu'on appelle, nous, de « l'ORTF de gauche ». C'est d'abord le principe narratif. On raconte sa petite histoire, de son point de vue. C'est ensuite l'éternel schéma manichéiste. A la limite, comme dans le western : le bon, le méchant. Ces clichés sont transmis par les codes de représentation hollywoodiens : une chose « est » importante, plaf, gros plan ; de moindre importance, on recule un peu. Tout est clair, on comprend tout de suite. Depuis 50 ans on est habitué au même langage.

● T.S. : Je pense pourtant que l'utilisation d'un langage assez traditionnel a ses raisons, qui peuvent être d'ordre politique ?

● V.I. : Bien sûr, pour eux ce n'est pas une contradiction. C'est même une façon d'être efficace. Ils apportent, sur un écran de télé, une contre-information dans le style même de la télévision, c'est-à-dire sous une forme que les gens sont habitués à recevoir. Cela permet de faire passer plus clairement des messages différents. Le principe est de ne pas dépayser le « public ».

● T.S. : Quelle est votre position ?

● V.I. : Nous pensons le contraire : à savoir que l'idéologie est dans la forme. Cette autre alternative, filmer la même chose d'une « autre façon », a pour principe de s'attaquer d'abord au discours (culturel) de la société actuelle pour pouvoir contester l'ordre de cette société. Il s'agirait en priorité de remettre en cause toutes les formes que prend le pouvoir pour maintenir sa domination idéologique et donc sa survie.

Cela dit, même si les pratiques militantes ont rarement comporté une rupture sur le plan de la forme, elles ont tout de même parfois été une étape importante de ce type de recherche. Ainsi, le film-vidéo de P. Roussopoulos, du groupe Vidéo-Out, sur l'attaque palestinienne du village israélien aux Jeux Olympiques de Munich 1972. Il a repris les Jeux filmés par la TV et collé sur ces images sportives des commentaires radio. Puis, par flashes, surgissaient des images de camps palestiniens en guerre. Une double contradiction de l'écriture-Télé était ainsi dévoilée : d'une part, le sport-grand spectacle face aux camps palestiniens ; d'autre part l'information (la voix des speakers radio) face à des images sportives décalées par rapport au son.

On peut aller plus loin encore et, comme l'a fait John Cage, re-simuler un espace visuel et sonore, en multipliant les postes et les projections. Un ensemble de situations simultanées, qui font éclater l'image de télévision unique, disperse les messages, sur un sujet unique, par exemple : ce n'est plus un spectacle didactique, c'est une mise en condition. Et c'est peut-être une façon de contrer la passivité devant le petit écran TV. Reste le problème des moyens... et l'enjeu politique.

Propos recueillis par
Dominique LYON ■

international en bref

Le crime de Kim Chi Ha

« C'est, écrit ce poète coréen emprisonné depuis le printemps dernier, celui de s'être tenu sur ses deux jambes, d'émettre des rumeurs sans fondement, le crime de perdre son temps à penser, malgré son statut de pauvre, le crime de se tenir debout, droit réservé à la classe privilégiée, et de penser des rumeurs sans fondement qui pourraient égarer un peuple innocent... ». Des poèmes qui lui ont valu plusieurs emprisonnements, et une condamnation à mort, commuée récemment en prison à vie. Le dictateur Park Chung Hee, agent des Yankees en Corée, n'a que faire des petits poètes...

Epuration en campagne

Comme pour ôter les discours vengeurs de la bouche d'Andreas Papandreou (qui a axé avec succès sa campagne électorale sur « le châtement des traîtres »), le gouvernement grec vient d'autoriser la justice à poursuivre le colonel Papadopoulos pour « haute trahison ». Mais la gauche, sceptique, exige l'épuration de tout l'appareil d'Etat. Il faut noter au passage le « come-back » de l'ineffable Maurice Druon qui s'applique, dans un long pensus publié par « Le Monde », à comparer Caramanlis à de Gaulle. Que n'avait-il, au bon moment, élevé la voix contre les colonels, ce parangon du Général ?

Dossiers soufflés

C'est la panique dans la « justice » italienne. Les magistrats de la péninsule se disputent les dossiers des multiples complots de l'extrême-droite. Ainsi ceux de

Rome venaient d'interroger l'ancien chef des services secrets italiens, Vito Miceli, lorsqu'un de leurs collègues de Padoue l'a fait arrêter à sa sortie du Palais, sous l'inculpation d'avoir voulu déclencher une insurrection armée. Le 5 novembre, nouvelles révélations, en provenance du Parquet de Rome : la découverte d'un « nième » complot entraîne l'arrestation de vingt personnes pour des faits remontant au mois d'août. Dans ce pays bloqué, qui reste sans gouvernement depuis cinq semaines, la justice se perd dans de dérisoires conflits de compétence, au risque de perdre de vue l'unité des desseins d'une extrême-droite qui aspire visiblement à pousser au précipice la démocratie bourgeoise italienne.

Enfin la gauche

Il y a souvent de quoi désespérer de la gauche travailliste, régulièrement phagocytée par le camarade Wilson. Mais, si tout se passe bien, on pourra bientôt mettre à son actif le « désengagement » militaire de la Grande-Bretagne de Simmonstown, la base navale sud-africaine, où elle continuait de se croire chez elle. Si tout se passe bien aussi, c'est la France — en compagnie sans doute des Etats-Unis — qui devrait prendre la suite et disposer d'importantes facilités portuaires pour les besoins de la flotte qui, derrière le porte-avions « Clemenceau », croise dans les parages du sud de l'océan indien.

Feu la presse libre ?

Le gouvernement « révolutionnaire » péruvien du général Juan Velasco Alvarado, une des seules équipes progressistes d'Amérique Latine, a nationalisé depuis quelques mois plusieurs quotidiens de droite. Il s'agissait de « soustraire les organes de presse les plus influents dans la formation de la conscience nationale aux intérêts minoritaires dont ils étaient les porte-parole et défen-

seurs ». Les titres ont aussitôt été confiés aux « secteurs significatifs de la population organisée », notamment à différents syndicats. La méthode — sans doute discutable — nous change au moins du laxisme habituel. C'est ce qu'a bien compris la grande Société inter-américaine de Presse (qui regroupe les propriétaires et directeurs de journaux du nord et du sud) : « Il s'agit, vient-elle de communiquer, de l'événement le plus attristant de l'histoire contemporaine du journalisme continental ! »

Les pieds dans le plat

Les princes de l'église (catholique) sortent d'un synode « pour rien ». Après les avoir laissé-bavarder, Paul VI leur a envoyé une commission de rédacteurs spécialisés qui a consciemment noyé le poisson dans des formules insipides et creuses. Comme les bons pères protestaient, Paul VI est venu leur dicter ses résolutions : « Nous ne pouvons admettre qu'on prenne de fausses directions » a-t-il déclaré péremptoirement. Ecœurés, les évêques africains ont publié un texte qui se réclame d'un « christianisme indigène » et se démarque implicitement du « colonialisme religieux » du Pape.

Morts en série.

Les Monteneros, fraction de gauche des Jeunesses péronistes, ont revendiqué la liquidation d'un des chefs de la police argentine, qui était aussi le leader de l'Alliance anticommuniste (organisation clandestine d'extrême-droite responsable d'une grande partie des 125 assassinats politiques recensés depuis la mort de Péron). De nombreux militants de gauche ainsi que plusieurs personnalités modérées (dont le boxeur Carlos Monzon) sont sur une liste noire, et ont été sommés par cette organisation de quitter le pays...

Ph. M. ■

Non aux springboks

Les camarades de Nice qui s'étaient déjà mobilisés en juillet dernier contre le jumelage infamant entre les villes de Nice et du Cap ont accueilli comme il convenait ces « ambassadeurs de l'Apartheid » à leur arrivée à l'aéroport. Coiffés de cagoules noires, ils ont obligé l'avion à atterrir en bout de piste et contraint les Springboks à sortir par une porte isolée sous la surveillance d'un important service d'ordre. Ce n'était là que la première de toute une série de manifestations prévues tant à Nice que dans les autres villes où se produiront les Springboks : Lyon le 9 novembre — Agen le 13 — Tarbes le 16 — Clermont Ferrand le 20 — Toulouse le 23 (télévisé) — Angoulême le 27 — Paris le 30 (télévisé) — Reims le 4 décembre. La venue en France des Springboks est un évé-

nement qui dépasse de beaucoup le domaine du sport. C'est un fait politique.

Pour tenter d'améliorer son image de marque, la minorité blanche d'Afrique du Sud compte sur la France (voir le vote du représentant de la France au Conseil de Sécurité contre l'expulsion de l'Afrique du Sud des Nations Unies 30.10.74). La France lui fournit une bonne partie de l'armement dont elle a besoin pour se maintenir au pouvoir. Nos camarades noirs « combattants de la liberté » nous demandent de soutenir leur lutte en organisant le boycott de ces rencontres sportives. Organisons-nous pour répondre à leur appel.

Depuis quelques mois le terrorisme « blanc » fait son œuvre en Argentine en assassinant, avec la neutralité bienveillante des militaires, des cadres des organisations de gauche. La répression devient plus féroce que jamais. Les réfugiés politiques latino-américains très nombreux sont traqués. Un certain nombre de Chiliens et d'Uruguayens ont disparu. Dans ces conditions, les luttes des travailleurs sont de plus en plus difficiles. La coordination des syndicats combattifs, mise en place début septembre pour s'opposer à la bureaucratie syndicale, n'aura pas la tâche facile : ses dirigeants ont été contraints de passer à la clandestinité. L'aile fasciste devient hégémonique au gouvernement

Cela est le résultat d'un processus original ouvert avec la victoire de Peron en 1973 : le projet politique péroniste visait à la renégociation de la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme et le développement d'une industrialisation « autonome ». Le facteur nécessaire de cet équilibre était bien sûr Péron. Capable de contenir l'oligarchie en menaçant de mobiliser les masses, il était aussi capable de contenir la classe ouvrière (qui gardait en mémoire les mesures sociales du 1er gouvernement Peron). Il élargissait ainsi le champ d'action d'une bourgeoisie nationale très fragile — bien qu'elle bénéficie de l'appui de certains secteurs de l'armée. Incapable de voler de ses propres ailes, elle vit plus les conséquences de sa dépendance technologique vis-à-vis de l'étranger, de son affaiblissement pendant les années 55-70, de la pénétration du capital étranger dans ses propres rangs.

Sur sa droite

Déjà bien entamé du vivant de Peron, le « Pacte Social » fait eau de toutes parts depuis la mort du « leader ». Il est attaqué d'abord sur sa droite par l'oligarchie terrienne : un moment absente de la scène politique, elle reprend l'initiative. Elle a en mains trois atouts fondamentaux :

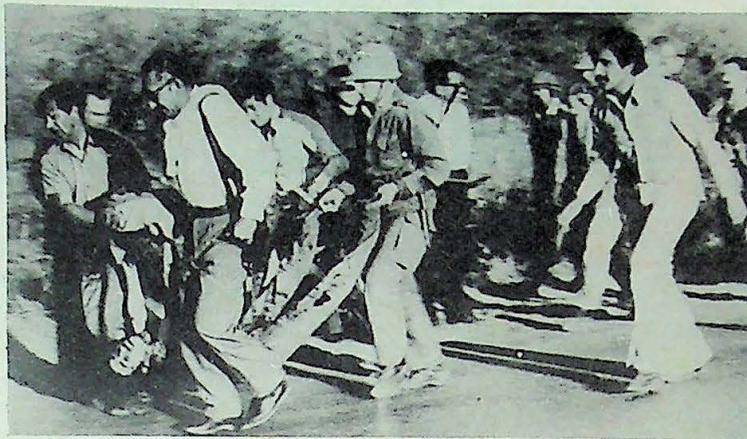
- l'équilibre de la balance des paiements : il dépend des exportations de viande et céréales (60% du total) qui constituent le principal fournisseur en devises du pays.

- le niveau de vie des couches populaires dont le budget alimentation est considérable (40%)

- le niveau de l'épargne nationale qui dépend dans une certaine mesure de ses « humeurs ».

Dans un premier temps, le gouvernement paie le prix de l'alliance politique qui l'a porté au pouvoir : fixation de prix maximum de la viande (entraînant une diminution des profits), et donc développement de la consommation interne.

Terrorisme « blanc » en Argentine



Mais aussi sur sa Gauche

Qu'ont fait alors les producteurs ? En mars-avril 74 c'est la première offensive et l'organisation du « desabastecimiento » : rétention du bétail, disparition de la viande dans certaines villes, vente de viande sur un marché parallèle à des prix supérieurs aux prix officiels, menace de limitation des semences en blé et maïs (alors que la conjoncture internationale est favorable). Seconde offensive du même style après la mort de Peron ; elle s'est soldée par une première victoire, l'augmentation de 13,5% de la viande (forte incidence sur le coût de la vie). Le gouvernement a fait une autre concession : la réforme agraire promise par Peron nécessitant des devises est édulcorée jusqu'à la caricature.

Les ouvriers ne restent pas insensibles à la hausse des produits de première nécessité et au blocage des salaires. On assiste depuis quelques mois à une forte poussée des luttes ouvrières. Les revendications des travailleurs longtemps retardées éclatent au grand jour : Bagley, Acindar, Pasa, Ika-Renault, pêcheries... d'autant qu'elles se doublent d'une volonté de lutte contre la bureaucratie syndicale, de plus en plus intégrée à l'appareil d'Etat.

Contrôler la classe ouvrière

Le principal facteur d'« unité nationale » disparu, la dégradation de la situation fait apparaître au grand jour les contradictions internes au personnel politique de la classe dominante. Deux hommes-clés ont, jusque là, survécu aux changements de gouvernement : Lopez Rega, secrétaire de Peron, ministre du Bien Etre Social et Gelbard,

ministre de l'économie, ancien président de la C.G.T. Lopez Rega « el brujo » (le sorcier) est l'un des principaux représentants de l'extrême droite péroniste ; il s'appuie sur la Police Fédérale, le ministre du travail (syndicat de la métallurgie U.O.M.) et la C.G.T. (dominée par l'U.O.M.).

On s'achemine vers une application forcée du pacte social, dont l'un des instruments, et non le moindre, est l'action — conjointe — de la C.G.T. et du ministre du travail.

Il faut organiser et contrôler la classe ouvrière, disait en substance Peron. D'où le rôle des syndicats, véritable branche de l'appareil d'Etat avec leur cortège de fonctionnaires qui ont plus à voir avec les classes moyennes qu'avec la classe ouvrière.

Le rôle de la bureaucratie syndicale

La C.G.T. et le ministre du travail disposent d'outils légaux dont deux essentiels :

- la loi de prescindibilidad : qui permet de vider d'une administration les militants combattifs.

- la loi des associations professionnelles qui permet d'intervenir dans les syndicats locaux (suppression de « vivres », nomination de bureaucrates de la C.G.T. à la place des autorités syndicales élues par les travailleurs). Cette loi a été très utilisée ces derniers temps contre des bastions du Mouvement Syndical Combattif (S.M.A.T.A.-Cordoba animé par Salamancé et la Fédération de l'Imprimerie de Buenos-Aires animé par Ongaro).

En plus de ces instruments légaux et de l'aide bienveillante du ministre du travail, la C.G.T. dispose d'une bande de tueurs à sa solde (les matones) qui pratiquent intimidation de grévistes, cassages de gueule, assassinats. L'Etat dispose, en outre, de ses instruments répressifs traditionnels dont la toute puissante police fédérale dont on a du mal à cerner jusqu'où vont ses limites : certains assassinats perpétrés sur des militants politiques de gauche, s'ils sont signés de bandes fascistes, bénéficient de la complicité de la police et parfois de son aide. Les dernières victimes sont des militants des Jeunesses Peronistes à la Plata, le député Ortega Pena, un des leaders du peronisme révolutionnaire.

L'armée

En dernier recours reste l'armée, peu appréciée, qui évite d'intervenir directement (bien qu'elle ait dû le faire contre l'E.R.P.). Ce sont les forces armées qui avaient organisé le retour de Peron, seul homme capable de freiner le débordement de la classe ouvrière et assurant une « unité nationale » suffisante pour faire face à la crise de l'économie argentine, au moment où un changement de politique économique était devenu nécessaire.

La mort de Peron laisse un grand vide dans l'arsenal des moyens dont dispose le « parti militaire » : dans le mois qui suit la mort du « Lider », est mise en place une vaste campagne destinée à transformer Isabel de Peron en nouveau facteur d'union et nouveau masque. D'effacée et ridicule qu'elle était, Isabel cherche à se transformer en nouvelle Evita mobilisant les masses péronistes dans les « mesas de trabajo » (instrument factice de contrôle populaire où le gouvernement recueille les doléances du peuple), et haraguant la foule des balcons de la présidence Plaza de Mayo.

C'est ce masque que cherche à faire tomber l'E.R.P. en cherchant l'affrontement direct avec les forces armées. En lançant, il y a quelques mois, la guérilla rurale dans la région de Tucuman, puis sa grande offensive de Villa María (province de Cordoba) et Catamarca (attaque simultanée d'un dépôt d'armée et d'une garnison militaire le 14 août), l'E.R.P. cherche à forcer les forces armées à se démasquer. Celles-ci se savent trop discréditées aux yeux du peuple argentin. Elles évitent au maximum d'intervenir. Elles attendent leur heure, qu'on les appelle au pouvoir pour faire face au chaos et à la terreur qui s'installe. Cela ne saurait tarder.

Daniel GERAND

Le 13 septembre dernier, dans un café restaurant de la « calle del Correo, el Rolando », proche de la Puerta del Sol à Madrid, une violente explosion se produit. Le café se trouve en face de la « Direction Générale de la Sécurité ». Les premiers communiqués signalent douze morts dont quelques policiers, et 69 blessés. On ne reviendra jamais dessus. L'on sait aujourd'hui que seul un fonctionnaire de la police de rang modeste et proche de la retraite, est mort ; quant aux policiers blessés, la presse a fait silence ensuite sur eux.

Ceci c'est l'évènement brut. Mais immédiatement, au travers de déclarations aussi multiples que contradictoires du commissaire Sainz, de la « Brigada Social » (Police Politique), deux accusations sont lancées : cet attentat serait l'œuvre conjointe de l'organisation basque E.T.A. et du Parti Communiste Espagnol. Quarante huit heures après l'explosion, un mandat d'arrêt est lancé contre Galarraga Mendizabal, membre présumé de E.T.A.. La police offre une récompense d'un million de pesetas à toute personne fournissant des renseignements permettant de l'arrêter, et toute la presse espagnole reproduit sa photo. L'ennui, c'est que celui-ci se trouve en France et prouve, sans contestation possible, qu'il ne l'a pas quittée.

Alors les événements se bousculent et la suite de la provocation se met en marche.

DES ARRESTATIONS EXEMPLAIRES ...

Depuis quelques temps, chacun le sait, tous les milieux politiques espagnols sont en proie à une vive activité, liée à la maladie de Franco dont l'issue paraît proche. Dans les milieux intellectuels où un certain franc-parler a été toléré depuis longtemps — il faut bien composer — cette fièvre s'accuse, au point semble-t-il de devenir insupportable à nombre d'ultras du régime et à la famille de Franco en particulier.

Il faut donc frapper fort et de manière spectaculaire. Dès le 16 Septembre et les jours suivants, sont arrêtées quinze personnes, dont Genoveva Forest, médecin,



l'épaisseur d'un silence

femme de Alfonso Sastre, auteur dramatique réputé, lui-même arrêté ; Antonio Duran, réalisateur T.V., Eduardo Bayo, journaliste et écrivain, Maria Paz Ballestero, actrice, Lidia Falcon, avocate, présidente du mouvement féministe espagnol, etc... Rien, dans le passé de ces intellectuels, ne permet d'imaginer leur participation à un attentat de cet ordre. Mais ils sont connus comme contestataires. Cela suffit.

E.T.A. et le Parti Communiste, qui ont l'habitude de signer leurs actions, refusent immédiatement par des communiqués publics de prendre en quoi que ce soit la responsabilité de cette explosion, au demeurant contraire à toutes leurs déclarations sur les moyens et les aspects de la lutte à mener. Et ceci est valable dans ce cas pour les deux organisations. Il suffit de lire les déclarations constantes de Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C.E., ou le livre de E.T.A. décrivant la préparation de l'atten-

tat contre Carrero Blanco et les multiples précautions prises pour n'atteindre que lui et son service de sécurité, pour s'en convaincre.

Mieux, nous avons eu connaissance d'une note, parue dans le bulletin intérieur de la Direction Générale de la Sécurité, demandant aux policiers, quelques jours avant l'explosion, de ne pas passer au restaurant Rolando. La police a, bien entendu, démenti la teneur de cette note. Elle n'en existe pas moins.

La provocation, policière ou d'un groupe d'extrême-droite, est donc évidente. L'Espagne entière le sait, ou le sent, et ce ne sont pas les multiples embrouillaminis, dans lesquels s'enfoncent le Commissaire Sainz, qui peuvent introduire le doute.

L'INCROYABLE SILENCE

Et pourtant les inculpés ont été mis au secret. Pendant dix sept jours, Eva Sastre, a été battue et torturée comme aux pires temps nazis. On l'a même crue, un instant, morte. Les accusés vont être déferés devant un Tribunal militaire. C'est un nouveau Burgos qui se prépare.

Et pourtant un silence épais entoure cette affaire. Aux amis espagnols, qui m'en ont rendu compte, il a été dit :

— que le P.C.E., tout à la construction d'une junte démocratique, ne veut pas avoir l'air de défendre des terroristes, même s'ils sont innocents. Je ne veux pas le croire.

— que les intellectuels, d'ici ou d'ailleurs, sont las de signer des pétitions. Je ne veux pas le croire, et, au surplus, c'est une action que nous demandons.

— que le monde est plein de causes justes, et que l'on ne peut les défendre toutes en même temps. Je ne veux pas le croire.

Ou alors « l'Espagne au cœur » d'autrefois n'était que mythe de poète et Neruda, de nouveau assassiné, ne répondra qu'en écho à Eva Sastre.

Christian Guerche ■

Alfonso Sastre j'appelle au secours...

Quelques jours avant sa propre arrestation Alfonso Sastre, envoyait cet appel à l'opinion internationale, par l'intermédiaire d'amis espagnols résidant à Paris.

J'appelle au secours l'opinion internationale. Mon épouse Genoveva Forest et sept autres intellectuels démocrates et antifascistes (1) qui viennent d'être arrêtés sont sous la menace de passer, sans doute immédiatement, devant un Conseil de Guerre. Encore un nouveau « Procès de Burgos » ! Mais cette fois, si la solidarité internationale fait défaut, cela peut se terminer dans le sang ! Je suis absolument convaincu de la non intervention d'aucun des détenus dans l'attentat de la Puerta del Sol, qui eut lieu le 13 de ce mois, dans un lieu fréquenté par

la Police et ses indicateurs. Il s'agit d'une machination monstrueuse de la « Brigade sociale », dont les méthodes sinistres, comme celles de la PIDE portugaise hier, ne sont que trop connues. Je peux être moi-même arrêté à n'importe quel moment et ma voix réduite au silence. Au secours !

Sauvez Genoveva Forest et Antonio Duran.

Alfonso Sastre Madrid, 26 septembre 1974

(1) D'autres arrestations ont eu lieu par la suite. Pour le moment les détenus sont quinze : 8 femmes et 7 hommes. (note du traducteur).